

EVALUATION FINALE DU PROJET
« NDC SUPPORT PROGRAMME COTE D’IVOIRE »

RAPPORT FINAL

Prof YAO Blaise Koffi

Consultant National

Pour le cabinet



Février 2023

Table des matières

Remerciements	4
Liste des sigles et abréviations	4
Liste des figures	5
Listes des tableaux	5
RESUME	6
1. INTRODUCTION	12
1.1. Contexte général du projet NDC SP Côte d'Ivoire	12
1.2. Objectifs de l'évaluation finale	13
1.3. Portée de l'étude	13
1.3.1. Localisation de la zone du projet	13
1.3.2. Climat de la zone du projet	14
1.3.3. Situation démographique et socio-économique de la zone du projet	14
1.5. Plan du rapport de l'évaluation finale	15
2. DESCRIPTION DU PROJET NDC SP COTE D'IVOIRE	16
3. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION FINALE DU NDC SP COTE D'IVOIRE	16
3.1. Analyse de la mise en œuvre du projet NDC SP Côte d'Ivoire	16
3.2. Revue bibliographique	20
3.3. Elaboration des supports de collecte des données et mise au point du plan des investigations	20
3.4. Collecte des données	20
3.5. Sauvegarde et sécurisation des données	22
3.6. Traitement et analyse des données	22
3.7. Réflexion prospective et recommandations	22
3.8. Présentation des premiers résultats	23
3.9. Examen et finalisation du rapport	23
3.10. Considération éthique	23
3.11. Matrice de l'évaluation finale	23
3.12. Déroulement et quelques difficultés rencontrées	41
4. CONSTATS	42
4.1. Cohérence du projet NDC SP Côte d'Ivoire	42
4.1.1. Cohérence de la logique d'intervention	42

4.1.2 Cohérence de la logique organisationnelle _____	42
4.2. Pertinence du projet NDC SP Côte d'Ivoire _____	43
4.2.1 Alignement aux priorités et politiques de la Côte d'Ivoire _____	44
4.2.2 Alignement aux priorités des bénéficiaires et de l'Etat ivoirien _____	46
4.2.3 Approche utilisée par le NDC SP pour l'atteinte des objectifs _____	47
4.3. Efficacité du projet NDC SP Côte d'Ivoire _____	49
4.3.1 Efficacité au niveau de l'atteinte des résultats du projet NDC SP Côte d'Ivoire _____	49
4.3.2 Efficacité au niveau de l'atteinte de l'objectif du projet NDC SP Côte d'Ivoire _____	56
4.4. Efficience du projet NDC SP Côte d'Ivoire _____	56
4.4.1. Efficience du projet au niveau des ressources humaines et matérielles _____	56
4.4.2. Efficience du projet au niveau du respect du planning d'exécution _____	56
4.4.3. Efficience du projet au Niveau d'exécution du budget _____	57
4.5. Durabilité des résultats du projet, facteurs favorables et défavorable _____	57
4.5.1. Durabilité du NDC SP Côte d'Ivoire _____	57
4.5.2. Facteurs favorables à la durabilité du projet NDC SP Côte d'Ivoire _____	58
4.5.3. Facteurs défavorables à la durabilité _____	58
4.6. Impacts/effet du projet NDC SP Côte d'Ivoire _____	58
4.7. Transversalité du projet NDC SP Côte d'Ivoire _____	59
5. CONCLUSION, RECOMMANDATIONS, LECONS APPRISES ET PERSPECTIVES _____	60
5.1. Conclusion _____	60
5.2. Recommandations _____	61
5.3. Leçons apprises _____	63
5.4. Bonnes pratiques _____	63
5.5. Perspectives _____	63
6. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES _____	64
7. ANNEXES _____	67
7.1. Annexe 1 : TDR pour l'évaluation. _____	67
7.2. Annexe 2 : Guide d'entretien _____	82
7.3. Annexe 3 : Liste des individus consultés _____	85

REMERCIEMENTS

Le consultant remercie toutes les personnes morales et physiques qui ont bien voulu se soumettre à Cet exercice qui a abouti à l'évaluation finale du NDC SP Côte d'Ivoire. Une mention spéciale aux services décentralisés du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, en particulier au PNCC qui a facilité la rencontre des autres parties prenantes du NDC SP Côte d'Ivoire.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ACG	:	African Consultants Group
ARDCI	:	Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire
BMZ	:	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement
CD	:	Compact Disque
CDN	:	Contributions Déterminées au niveau National
CGECI	:	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire - Patronat ivoirien
COVID-19	:	CORONAVIRUS 19
FEM	:	Fonds pour l'Environnement mondial
MINEDD	:	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
NDC	:	Contributions déterminées au niveau national
NDC SP	:	Contributions déterminées au niveau national Support Programme
NIM	:	Modalité de réalisation nationale
IDH	:	Indice de Développement Humain
OCDE	:	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	:	Objectifs de développement durable
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PNAE	:	Programme National d'Action Environnementale
PNCC	:	Programme National de Lutte contre le Changement Climatique
PND	:	Plan National de Développement
PNIA	:	Programme National d'Investissement Agricole
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTFs	:	Partenaires Techniques et Financiers
TDR	:	Termes De Références

UVICOCI :: Union de Ville et Commune de Côte d’Ivoire
USD : Dollar Américain

LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Localisation de la zone d’étude</i>	14
<i>Figure 2 : critères d’évaluation (OCDE 2020)</i>	18
<i>Figure 3 : Cartographie des résultats des entretiens</i>	22
<i>Figure 4 : Logique organisationnelle du NDC SP (Source : Documents consultés)</i>	43
<i>Figure 5 : Alignement aux priorités et politiques de la Côte d’Ivoire</i>	45

LISTES DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Récapitulatif circonstance de la zone du projet</i>	15
<i>Tableau 2 : Principaux outils d’analyse</i>	18
<i>Tableau 3 : Récapitulatif des critères d’évaluation et des éléments associés</i>	24
<i>Tableau 4 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 1 (Source : Document consultés)</i>	49
<i>Tableau 5 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 2 (Source : Document consultés)</i>	50
<i>Tableau 6 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 3 (Source : Document consultés)</i>	51
<i>Tableau 7 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 4 (Source : Document consultés)</i>	52
<i>Tableau 8 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 5 (Source : Document consultés)</i>	54
<i>Tableau 9 : Récapitulatif des taux de réalisation (Source : Document consultés)</i>	55
<i>Tableau 10 : Récapitulatif de l’évolution des finances du NDC SP sur la période 2019 à 2022 (Source : Documents consultés)</i>	57

RESUME

Contexte général du projet NDC SP Côte d'Ivoire : La Côte d'Ivoire, à l'instar de la majorité des pays en développement, est très vulnérable aux impacts des changements climatiques. C'est un pays situé dans la zone intertropicale, au bord du golfe de Guinée et couvrant une superficie de 322 462 km². En 2014, la population ivoirienne était de 22 671 331 habitants dont 50,3% en milieu rural. Le taux d'accroissement moyen annuel et le taux d'urbanisation sont respectivement de 2,6% et de 49,7%. La Côte d'Ivoire est exposée à l'érosion côtière au niveau de son littoral. L'extrême Nord qui fait frontière avec le Mali et le Burkina porte déjà les stigmates de la désertification. La couverture forestière du pays est passée de 37% en 1960 à moins de 14% en 2010. Le taux de déforestation moyen est passé de 1,5%/an entre 1900 et 1980 à près de 3,5%/an entre 1980 et 2008. Cette perte de forêt est principalement due à une agriculture extensive pilier de son économie qui contribue à près d'un quart (1/4) au Produit Intérieur Brut (PIB) et emploie les deux tiers (2/3) de la population active. Le pays est premier producteur et exportateur mondial de cacao, représentant près de 40% des revenus d'exportation. Conformément à l'Accord de Paris, la Côte d'Ivoire a soumis ses Contributions Déterminées au niveau National (NDC), avec des objectifs de réduction des émissions de GES de 28% à l'horizon 2030. Cependant, la mise en œuvre de ses NDC rencontre plusieurs défis majeurs parmi lesquels une absence de cadre de transparence, ainsi que la nécessité d'explorer toutes les options pour rehausser les efforts de réduction dans les futurs NDC, en impliquant davantage le secteur privé. Ces défis sont dus à plusieurs facteurs tels que : (1) la méconnaissance, l'incompréhension et la faible vulgarisation des ambitions de la Côte d'Ivoire sur le climat, (2) l'insuffisance de prise en compte des questions de genre en matière de changement climatique, (3) la faible prise en compte des changements climatiques dans la planification nationale, sectorielle et régionale, et (4) la faible implication du secteur privé. Pour faire face aux contraintes à la mise en œuvre efficace des NDC, le pays bénéficie de l'appui du NDC Support Programme (NDC-SP) du PNUD à travers le projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire qui vise à relever les différents défis et obstacles auxquels le pays est confronté, en créant un environnement propice à l'exécution des NDC et à la préparation des futures NDC plus ambitieuses comme l'exige l'Accord de Paris sur le climat. Au terme du projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire, le pays aura : (i) intégré les changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle pour une mise en œuvre optimale des NDC ; (ii) renforcé les capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sur la mise en œuvre des NDC ; (iii) évalué l'état de mise en œuvre des NDC afin de rehausser l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire ; (iv) outillé et renforcé l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre des NDC ; (v) communiqué autour des activités des NDC pour une meilleure sensibilisation et appropriation du public. La mise en œuvre du projet a permis d'obtenir des avancées, entre autres : un (01) rapport d'étude diagnostique des critères et indicateurs (sectoriels et intersectoriels) existants qui servent à l'élaboration du Plan National de Développement et des indicateurs climatiques complémentaires tenant compte du genre ; un (01) rapport d'étude d'identification des besoins en renforcement des capacités des acteurs du secteur public et du secteur privé ; un (01) document de Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (SNGCC) de la Côte d'Ivoire, assortie d'un plan d'actions quinquennal et la mise en place d'une plateforme nationale Genre et Changements Climatiques, un (01) rapport diagnostic de mise en œuvre des NDC au niveau des 4 secteurs clés de l'atténuation (Énergie, Agriculture, Foresterie et Déchets) et des 11 secteurs prioritaires ; un (01) outil d'intégration des changements climatiques dans les Politiques, Plans et Projets dans le domaine de l'Agriculture, à d'autres

secteurs clés (Energie et Déchets) ; un (01) Plan Climat Territorial (PCT) inclusif développé pour la région du Bélier couplé à un diagnostic climatique de la région et à un plan d'investissement; un (01) guide méthodologique de bonnes pratiques portant sur l'élaboration du Plan Climat Territorial (PCT) en Côte d'Ivoire a été développé ; un (01) rapport de révision des NDC au niveau du secteur Déchet ; un (01) Plan de communication en appui à la mise en œuvre des NDC a été élaboré et un (01) site web consacré aux NDC de Côte d'Ivoire.

Objectifs de l'évaluation finale : L'évaluation du projet NDC supporte programme Côte d'Ivoire a été demandée au nom du bureau de pays du PNUD. Toutes les parties prenantes du projet coopéreront au processus d'évaluation.

Le rapport évaluera la réalisation des résultats du projet NDC SUPPORT PROGRAMME COTE D'IVOIRE par rapport à ce qui était attendu et tirera des leçons qui peuvent à la fois améliorer la durabilité des avantages du projet et contribuer à l'amélioration globale de la programmation du PNUD. Le rapport favorisera la responsabilisation et la transparence et évaluera l'étendue des réalisations du projet. Sous la responsabilité du Directeur pays du PNUD et la supervision du coordonnateur du projet en lien avec la Programme National Changements Climatiques du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), le Consultant a mené une évaluation finale du Projet « NDC Support Programme en Côte d'Ivoire ». Cet exercice, effectué suivant les critères d'évaluation ci-après, a permis de collecter les données quantitatives et qualitatives en lien avec les résultats escomptés afin d'apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la durabilité du projet ainsi que la prise en compte du genre. Les objectifs de cette évaluation sont de :

- ✓ faire le bilan de la mise en oeuvre du projet, et des résultats atteints à la fin du projet par rapport aux Prévisions ;
- ✓ analyser les changements obtenus sur les bénéficiaires ;
- ✓ évaluer le cadre partenarial/ le niveau d'implication et de participation des partenaires étatiques (Services techniques, Direction, ministères, etc.) ;
- ✓ épprecier la théorie de changement du projet ;
- ✓ épprecier la prise en compte du genre dans la mise en oeuvre du projet et les résultats atteints ;
- ✓ évaluer les forces, les faiblesses et les contraintes liées à la mise en oeuvre du Projet ;
- ✓ analyser les facteurs qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des résultats ;
- ✓ documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques ;
- ✓ sur la base des points ci-haut, formuler des recommandations appropriées et les conditions de reproductibilité du projet.

Conclusion

Le NDC SP Côte d'Ivoire cofinancé par l'Union Européenne et le BMZ a débuté avec un financement initial de 1 450 500 USD mais, dans son évolution, il a bénéficié d'autres financements additionnels (climate promise) d'un montant total de 505 979,36 USD. Une étude bibliographique couplée à un ensemble d'entretiens avec les différentes parties prenantes du projet a permis une évaluation sérieuse du NDC SP Côte d'Ivoire. Les documents collectés et les résultats des entretiens montrent que le projet NDC SP Côte

d'Ivoire, en considérant les critères d'évaluation (cohérences, efficacité, efficience et durabilité), est globalement satisfaisant.

Cohérence du projet : En se référant aux analyses et aux opinions des différentes parties prenantes du projet NDC SP, la qualité du mécanisme de coordination qui s'observe à travers les principes énoncés et à tous les niveaux de la hiérarchie des objectifs confère au présent projet sa cohérence totale. On retient que le projet était cohérent avec la logique d'intervention et la logique organisationnelle. Le projet appuie les priorités de la Côte d'Ivoire exprimées dans les différents documents de stratégie nationale, sectorielle et territoriale en matière de gestion durable de l'environnement (PND, PNIA, etc.). Il a donc été noté que le projet NDC SP est cohérent avec les besoins exprimés par les différentes parties prenantes en termes de capacités de prise en compte des changements climatiques dans leurs différentes démarches de développement pendant les différentes interviews. Le projet reflète donc les priorités exprimées par les bénéficiaires et par l'Etat ivoirien dans les documents de politiques sectorielles et nationales. Selon les différents acteurs rencontrés, on retient que les objectifs et priorités du NDC SP Côte d'Ivoire s'accordent parfaitement avec leurs besoins. Tous les acteurs interviewés (points focaux des ministères et des services spécialisés et territoriaux, le personnel du PNCC) sur la question ont trouvé les objectifs et les priorités du projet NDC SP Côte d'Ivoire très satisfaisant (90%) et s'accordent parfaitement avec les besoins identifiés. Le NDC SP Côte d'Ivoire, de par son objectif général, vise à aider la Côte d'Ivoire à renforcer la mise en œuvre de ses NDC de manière inclusive, concertée et en synergie, et à explorer les options pour rehausser les ambitions du pays dans les futures NDC.

Efficacité du projet : La moyenne des taux d'atteinte des résultats (94,3 %) représente le taux d'atteinte de l'objectif du projet. Plusieurs contraintes (la lourdeur administrative pour la validation des TDR et des livrables, l'impact de la maladie à COVID-19, le calendrier non respecté de certaines activités), ont impacté sur le taux d'atteinte des résultats et de l'objectif du projet. On notera que le taux d'atteinte de l'objectif du projet a été tiré vers le bas par les composantes 1, 2 et 4 et surtout par la composante 1 avec 87,5% comme taux de réalisation. L'objectif de développement du Projet NDC SP Côte d'Ivoire correspond aux priorités du gouvernement ivoirien, du PNUD et des bailleurs et il représente toujours le même intérêt pour ces trois institutions. Malgré la perturbation du calendrier d'exécution du projet NDC SP Côte d'Ivoire, les interventions du projet ont permis d'atteindre globalement les résultats attendus (94,3%).

Efficience du projet : Le NDC SP Côte d'Ivoire a bénéficié de la mutualisation des ressources humaines et matérielles de trois projets (NDC SP, CBIT-FEM, NAP-GCF) logés au sein du PNCC. Cela a permis à la Côte d'Ivoire d'honorer sa part dans l'exécution du projet. Il y'a eu donc une synergie entre ces trois projets logés au sein du PNCC. Les agents du PNCC ont donc été mobilisés pour la gestion efficace et efficiente du NDC SP Côte d'Ivoire. Au niveau de la coordination du projet en évaluation, une seule personne était chargée d'assurer la coordination de deux projets (NDC SP et CBIT). Les personnes interviewées ont tous reconnu que le changement de la chronologie du plan de travail de bien d'activités n'a pas eu un impact aussi grand sur le Projet. La mission estime donc que l'efficience du projet est très satisfaisante. Les budgets alloués à certaines des composantes du projet ont été révisés en cours d'exécution pour tenir compte de certaines contraintes ((la lourdeur administrative pour la validation des TDR et des livrables, l'impact de la maladie à COVID-19, le calendrier non respecté de certaines activités). On note qu'il n'y a pas eu de disparité des moyennes des taux d'exécution budgétaire par résultat. Le taux d'exécution budgétaire (79,59% en 2021) est en corrélation avec le taux d'atteinte des résultats et de

l'objectif du projet pour la période 2019-2021, ce qui traduit une efficacité satisfaisante. En ce qui concerne le taux d'exécution total, il sera évalué en juin 2023 avec la fin du projet (pendant la rédaction de ce présent rapport, le consultant n'avait pas toutes les données car le NDC SP sera clôturé en 2023).

Durabilité des résultats du projet et facteurs favorables et défavorables : L'appréciation positive des bénéficiaires du NDC SP Côte d'Ivoire lors des entretiens et la manifestation de cinq (5) communes pour bénéficier d'un plan climat territoriale à l'instar de celui de la région du Bélier laisse entrevoir que le projet aura des retombées durables dans le temps. La mission note que les conditions internationales et nationales (institutionnelles, réglementaires et légales) sont pour la plupart mises en place pour garantir la pérennité des résultats du NDC SP Côte d'Ivoire. Cependant, il reste à renforcer certains aspects en matière d'appropriation par les différents bénéficiaires du projet.

Impacts/effet du projet : Le projet NDC SP Côte d'Ivoire a eu plusieurs impacts/effet mesurables au niveau des différents acteurs. On peut citer : (i) le développement des expertises en matière de finance climatique, développement des expertises en matière de prise en compte du genre dans les projet climats, développement des expertises dans la prise en compte du changement climatique pendant les projets de développement ; (ii) compréhension des changements climatiques par l'ensemble de acteurs ; (iii) la création d'une plateforme pour les question de changement climatique ; (iv) la disponibilité de base de données de toutes les études réalisées dans le cadre du NDC SP côte d'Ivoire ; (v) le renforcement des capacités techniques des différents acteurs est perceptible ; (vi) L'acquisition et la maîtrise de connaissances. Le renforcement de compétences a eu trait aux divers aspects de la prise en compte des changements climatiques dans les projets et l'intégration du genre dans les projets climat. Par rapport à la situation de référence, le projet NDC SP Côte d'Ivoire a eu un impact général sur les différentes parties prenantes, mais sa consolidation est nécessaire pour en assurer la durabilité. Sur la base de ces constats, le consultant note que le niveau des impacts est majeur pour le NDC SP Côte d'Ivoire.

Recommandations :

Pour un bon suivi et une durabilité des acquis (résultats) du projet NDC-SP, après évaluation deux niveaux de recommandons sont formulées : les recommandations d'ordre générale et les recommandations spécifiques.

Recommandations d'ordre général

Les recommandations d'ordre général formulées par le consultant sont :

- ✓ Les initiateurs des projets doivent identifier et associer toutes les parties prenantes dans la phase d'élaboration des projets ;
- ✓ les différents points focaux des projets doivent avoir une connaissance des différentes thématiques développées ;
- ✓ les différents points focaux doivent être intéressés en leur donnant des perdiemes ;
- ✓ les informations concernant les projets doivent parvenir aux différentes parties prenantes au même moment ;
- ✓ le cahier de charge de chaque partie prenante doit être clairement défini avant le début des activités du projet pour permettre une bonne synergie d'action ;
- ✓ le PNUD doit décaisser les fonds des différentes activités dans un délai raisonnable ;

- ✓ le PNUD doit confier la gestion des fonds à la composante nationale et se constituer en un organe de suivi évaluation ;
- ✓ les différents résultats obtenus par les projets doivent être effectivement mis en application dans les différentes régions de la Côte d'Ivoire ;
- ✓ les différents Ministères doivent se doter des outils performants pour évaluer leurs émissions de GES ;
- ✓ Chaque partie prenante des projets doit se rendre disponible pour la phase d'évaluation de ces projets ;
- ✓ le PNCC doit Elaborer un plan de suivi de la prise en compte des changements climatique au niveau de chaque partie prenantes (Ministères, Secteurs privés ; les collectivités territoriales, etc.) ;
- ✓ le PNCC doit mettre en place des stratégies de suivi des plans climats territoriaux.

Recommandations spécifiques

Les recommandations spécifiques sont :

- ✓ Communiquer et partager les résultats et les bonnes pratiques du projet à l'échelle nationale, régionale et mondiale (Partager l'ensemble des résultats du projet avec le cabinet du MINEDD partenaire de mise en œuvre ; Partager les résultats du projet avec la partie nationale, Partager les résultats du projet à la COP 28
- ✓ Dupliquer le plan climat territorial de la région du Bélier qui fut une belle réussite à d'autres régions du pays (Concevoir le plan climat territorial pour cinq (5) régions de la Côte d'Ivoire ; Consultations des collectivités territoriales ; Renforcement des capacités sur les changements climatiques et la finance climat.
- ✓ Renforcer les capacités des acteurs nationaux sur les changements climatiques et la finance climat à travers un plan de formation leur permettant de pérenniser les résultats du projet (Organiser des sessions de renforcement des capacités des acteurs institutionnels, des collectivités territoriales, du secteur privé, des organisations non gouvernementales et de la société civile sur les changements climatiques et la finance climat)
- ✓ Dupliquer l'outil d'intégration des changements climatiques dans les politiques, plans et projets conçu dans le cadre du projet NDC-SP pour le secteur des déchets au secteur de l'énergie (Contribuer au plaidoyer pour engager le Ministère en charge de l'Énergie)

En plus de ces recommandations, la mission d'évaluation finale du NDC SP Côte d'Ivoire s'est rendue compte que le secteur Énergie n'a pas participé à la duplication de l'outil d'intégration des changements climatiques dans les politiques, plans et projets alors que c'est un secteur qui contribue fortement à l'émission de gaz à effet de serre, responsable des changements climatiques. Le consultant recommande donc au PNCC de rattraper ce manquement et demande au ministère en charge de ce secteur de se rendre disponible pour cette mission.

Leçons apprises : Les leçons apprises de la mise en œuvre du NDC SP Côte d'Ivoire qui pourrait servir pour d'autres projets similaires se présentent comme suit : (i) le couplage des consultants internationaux à des consultants nationaux a permis d'assurer le renforcement du transfert de compétences internationales vers les compétences nationales ; (ii) le renforcement de la coopération avec les faitières des collectivités territoriales a été un facteur de succès pour passer à l'échelle locale sur la mise en œuvre des actions de lutte contre les changements climatiques ; (iii) la mise en place d'une plateforme Genre et Climat a été un facteur de succès

d'intégration du Genre dans les actions de lutte contre les Changements Climatiques (exemple, comment prendre en compte le Genre ? comment suivre les impacts sur le Genre ?, etc.) ; (iv) les options de consultations et de réunions électroniques ont été amplifiées depuis l'apparition de la pandémie COVID-19 ; (v) la collaboration avec tous les PTF qui appuient la révision des NDC a renforcé la capacité des projets climat à développer une approche collaborative et inclusive de toutes les opportunités techniques sur les NDC ; (vi) la collaboration avec la plateforme de concertation Etat-Secteur privé a contribué à une meilleure visibilité sur les besoins spécifiques du secteur privé par rapport au climat.

Bonnes pratiques : La mission note, en ce qui concerne les bonnes pratiques, une mutualisation de ressources humaines et matérielles au PNCC pour l'atteinte des objectifs du CDN SP Côte d'Ivoire.

Perspectives : Au terme de l'évaluation finale du NDC SP Côte d'Ivoire et en références à tous les résultats obtenus, les perspectives qui s'ouvrent sont entre autres : (i) l'accompagnement pour la mise en œuvre des NDC révisés et (ii) le Projet avec le GEF pour accompagner un plus grand nombre de régions à avoir leur plan climat territorial.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte général du projet NDC SP Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, à l'instar de la majorité des pays en développement, est très vulnérable aux impacts des changements climatiques. C'est un pays situé dans la zone intertropicale, au bord du golfe de Guinée et couvrant une superficie de 322 462 km². En 2014, la population ivoirienne était de 22 671 331 habitants dont 50,3% en milieu rural. Le taux d'accroissement moyen annuel et le taux d'urbanisation sont respectivement de 2,6% et de 49,7%. La Côte d'Ivoire est exposée à l'érosion côtière au niveau de son littoral. L'extrême Nord qui fait frontière avec le Mali et le Burkina porte déjà les stigmates de la désertification. La couverture forestière du pays est passée de 37% en 1960 à moins de 14% en 2010. Le taux de déforestation moyen est passé de 1,5%/an entre 1900 et 1980 à près de 3,5%/an entre 1980 et 2008. Cette perte de forêt est principalement due à une agriculture extensive pilier de son économie qui contribue à près d'un quart (1/4) au Produit Intérieur Brut (PIB) et emploie les deux tiers (2/3) de la population active. Le pays est premier producteur et exportateur mondial de cacao, représentant près de 40% des revenus d'exportation. Conformément à l'Accord de Paris, la Côte d'Ivoire a soumis ses Contributions Déterminées au niveau National (NDC), avec des objectifs de réduction des émissions de GES de 28% à l'horizon 2030. Cependant, la mise en œuvre de ses NDC rencontre plusieurs défis majeurs parmi lesquels une absence de cadre de transparence, ainsi que la nécessité d'explorer toutes les options pour rehausser les efforts de réduction dans les futurs NDC, en impliquant davantage le secteur privé. Ces défis sont dus à plusieurs facteurs tels que : (1) la méconnaissance, l'incompréhension et la faible vulgarisation des ambitions de la Côte d'Ivoire sur le climat, (2) l'insuffisance de prise en compte des questions de genre en matière de changement climatique, (3) la faible prise en compte des changements climatiques dans la planification nationale, sectorielle et régionale, et (4) la faible implication du secteur privé. Pour faire face aux contraintes à la mise en œuvre efficace des NDC, le pays bénéficie de l'appui du NDC Support Programme (NDC-SP) du PNUD à travers le projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire qui vise à relever les différents défis et obstacles auxquels le pays est confronté, en créant un environnement propice à l'exécution des NDC et à la préparation des futures NDC plus ambitieuses comme l'exige l'Accord de Paris sur le climat. Au terme du projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire, le pays aura : (i) intégré les changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle pour une mise en œuvre optimale des NDC ; (ii) renforcé les capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sur la mise en œuvre des NDC ; (iii) évalué l'état de mise en œuvre des NDC afin de rehausser l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire ; (iv) outillé et renforcé l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre des NDC ; (v) communiqué autour des activités des NDC pour une meilleure sensibilisation et appropriation du public. La mise en œuvre du projet a permis d'obtenir des avancées, entre autres : un (01) rapport d'étude diagnostique des critères et indicateurs (sectoriels et intersectoriels) existant qui servent à l'élaboration du Plan National de Développement et des indicateurs climatiques complémentaires tenant compte du genre ; un (01) rapport d'étude d'identification des besoins en renforcement des capacités des acteurs du secteur public et du secteur privé ; un (01) document de Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (SNGCC) de la Côte d'Ivoire, assortie d'un plan d'actions quinquennal et la mise en place d'une plateforme nationale Genre et Changements Climatiques, un (01) rapport diagnostic de mise en œuvre des NDC au niveau des 4 secteurs clés de l'atténuation (Énergie, Agriculture, Foresterie et Déchets) et des 11 secteurs prioritaires ; Un (01) outil d'intégration des changements climatiques dans les Politiques, Plans et Projets dans le domaine de

l'Agriculture, à d'autres secteurs clés (Energie et Déchets) ; un (01) Plan Climat Territorial (PCT) inclusif développé pour la région du Bélier couplé à un diagnostic climatique de la région et à un plan d'investissement; un (01) guide méthodologique de bonnes pratiques portant sur l'élaboration du Plan Climat Territorial (PCT) en Côte d'Ivoire a été développé ; un (01) rapport de révision des NDC au niveau du secteur Déchet; un (01) Plan de Communication en appui à la mise en œuvre des NDC a été élaboré et un (01) site web consacré aux NDC de Côte d'Ivoire.

1.2. Objectifs de l'évaluation finale

L'évaluation du projet NDC support programme (SP) Côte d'Ivoire a été demandée au nom du bureau de pays du PNUD. Toutes les parties prenantes du projet coopéreront au processus d'évaluation.

Le rapport évaluera la réalisation des résultats du projet NDC SP Côte d'Ivoire par rapport à ce qui était attendu et tirera des leçons qui peuvent à la fois améliorer la durabilité des avantages du projet et contribuer à l'amélioration globale de la programmation du PNUD. Le rapport favorisera la responsabilisation et la transparence et évaluera l'étendue des réalisations du projet. Sous la responsabilité du Directeur pays du PNUD et la supervision du coordonnateur du projet en lien avec la Programme National Changements Climatiques du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), le Consultant aura à mener une évaluation finale du Projet « NDC Support Programme en Côte d'Ivoire ». Cet exercice, effectué suivant les critères d'évaluation ci-après, devra permettre de collecter les données quantitatives et qualitatives en lien avec les résultats escomptés afin d'apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la durabilité du projet ainsi que la prise en compte du genre. Les objectifs de cette évaluation sont de :

- ✓ faire le bilan de la mise en oeuvre du projet, et des résultats atteints à la fin du projet par rapport aux prévisions ;
- ✓ analyser les changements obtenus sur les bénéficiaires ;
- ✓ évaluer le cadre partenarial/ le niveau d'implication et de participation des partenaires étatiques (Services techniques, Direction, ministères, etc.) ;
- ✓ apprécier la théorie de changement du projet ;
- ✓ apprécier la prise en compte du genre dans la mise en oeuvre du projet et les résultats atteints ;
- ✓ évaluer les forces, les faiblesses et les contraintes liées à la mise en oeuvre du Projet ;
- ✓ analyser les facteurs qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des résultats ;
- ✓ documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques ;
- ✓ sur la base des points ci-haut, formuler des recommandations appropriées et les conditions de reproductibilité du projet.

1.3. Portée de l'étude

1.3.1. Localisation de la zone du projet

L'étude s'entend à l'échelle de la Côte d'Ivoire, pays situé en Afrique de l'ouest. La Côte d'Ivoire est un pays de l'Afrique de l'Ouest, située dans la zone intertropicale. Ce pays est situé entre les 4° et 10° de latitude nord et entre les 8° et 9° de longitude ouest. Sa superficie est estimée à 322 462 km et est limitée au sud par l'Océan Atlantique, à l'est par le Ghana sur

640 km, au nord par le Burkina Faso sur 490 km et le Mali sur 370 km, à l'ouest par la Guinée sur 610 km et le Libéria sur 580 Km.

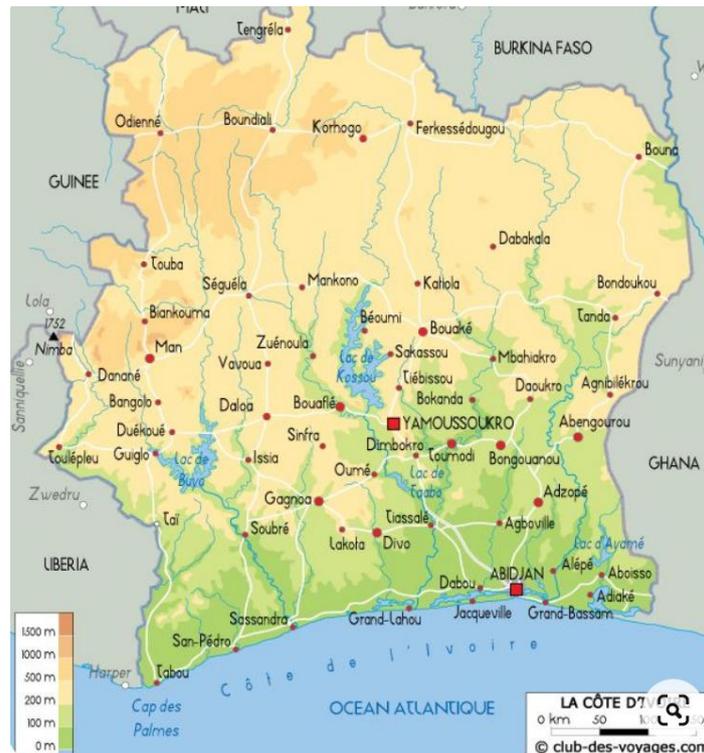


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

1.3.2. Climat de la zone du projet

Le pays subit l'influence majeure de deux masses d'air : la mousson, masse d'airs équatoriaux humides et le harmattan, masse d'air tropicale sèche avec un vent desséchant. On distingue ainsi, selon la latitude, trois principales zones climatiques auxquelles s'ajoute le climat particulier de la région montagneuse de l'Ouest. Le climat de montagne est caractérisé par deux saisons où la température diminue avec l'altitude (jusqu'à 8°C, en janvier) tandis que les précipitations augmentent. Le climat attéen ou climat équatorial humide s'étend sur la majeure partie forestière au Sud du pays. Il est caractérisé par quatre saisons (deux saisons sèches et deux saisons pluvieuses). Le climat baouléen ou climat équatorial moins humide couvre le Centre du pays. Il est caractérisé par quatre saisons, une grande saison de pluie de mars à juin, suivie d'une petite saison de pluie en septembre et une grande saison sèche de novembre à février, suivie d'une petite saison sèche de juillet à août. Le climat soudano guinéen ou climat tropical humide gouverne la partie nord du pays. Il est caractérisé par une saison sèche et une saison humide.

1.3.3. Situation démographique et socio-économique de la zone du projet

Depuis le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 2021 (RGPH, 2021), la Côte d'Ivoire compte 29 389 150 habitants avec 15 344 990 d'hommes et 14 044 160 de femmes. Les résultats du RGPH 2021 montrent que le nombre de ménage a atteint 5 616 487. La population a une densité de 91,14 habitants s au km².

Suite aux nombreuses crises politiques et militaires de la décennie 2000 (1999-2011), le pays a renoué avec la situation politique et sociale normale depuis 2011. Ainsi, les réformes mises en œuvre après la crise postélectorale se sont traduites par la hausse du PIB réel avec un taux de 10,7 % en 2012 avant de connaître une légère baisse entre 2013 (9,2 %) et 2014 (8,5 %).

Ce succès économique avec une croissance soutenue d'environ 9 % du PIB a été porté par le secteur de l'agriculture (12%) grâce à la bonne gouvernance et le secteur tertiaire avec une croissance estimée à 10,2 % en 2014 contribuant ainsi à lui seul à hauteur de 44,6 % du PIB. Cependant, en dépit de ces progrès économiques, le pays a enregistré de faibles progrès en termes de développement humain mesuré par l'Indice de Développement Humain (IDH) qui est passé de 0,361 en 1990 à 0,374 en 2000, puis à 0,401 en 2010 à 0,400 en 2011, situant la Côte d'Ivoire en 170ème position sur 187 pays (PNUD, 2011). Cette période a été à la fois marquée par la hausse du taux de chômage qui a doublé en l'espace d'une décennie, passant de 8,9 % en 1998 à 15,7 % en 2008 et celle du taux de pauvreté qui est passé de 33,6 % en 1998 à 48,9% en 2008 (PNUD, 2013). Le **tableau 1** donne un aperçu général des circonstances nationales de la Côte d'Ivoire.

Tableau 1 : Récapitulatif circonstance de la zone du projet

Superficie	322 462 km ²
Climat	Sud: climat équatorial humide (climat attiéen), caractérisé par un cycle pluviométrique bimodal.
	Centre: climat équatorial moins humide (climat baouléen), caractérisé par un cycle pluviométrique bimodal.
	Nord: climat tropical humide (climat soudano-guinéen), caractérisé par un cycle pluviométrique monomodal.
	Ouest: climat de montagne caractérisé par un cycle bimodal
Population	22.671.331 habitants (RGPH-2014) avec 51,7 % d'hommes et 48,3% de femmes.
Densité	70,3 habitants au km ²
Nombre de ménage	4.171.496
Taux d'urbanisation	50,30 %
Taux d'accroissement démographique annuel moyen	6,20 %
PIB réel	10,7 % (2012), 9,2 % (2013) et 8,5 % (2014)
Indice de Développement Humain (IDH)	0,401 (2010) 0,400 (2011)

Sources : RGPH 2014, PNUD 2011-2013, Banque Mondiale, PNIA 2010-2015, MINAGRI,

1.5. Plan du rapport de l'évaluation finale

Le présent rapport final du projet NDC SP Côte d'Ivoire, en plus de l'introduction, comprend quatre (4) chapitres : (i) la description du projet, (ii) la méthodologie ; (iii) le constat (résultats obtenus de l'analyse finale) ; (iv) la conclusion, les recommandations, les leçons apprises et les perspectives.

2. DESCRIPTION DU PROJET NDC SP COTE D'IVOIRE

Le projet est intitulé NDC Support Programme en Côte d'Ivoire et enregistré sous le numéro projet CIV10 00112399. Les partenaires de réalisation sont le Programme National de lutte contre les changements Climatiques (PNCC) et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD). Le NDC SP a démarré le 1^{er} janvier 2019 et est sensé s'achever le 31 Décembre 2020. Le projet NDC SP a finalement pris fin en juin 2022. Le Comité Local d'Examen des Projets (CLEP) s'est réuni pour le NDC SP le 21 Novembre 2018. Au démarrage, le NDC SP a été financé à hauteur de 1 450 500 USD par la commission Européenne (802 500 USD) et le BMZ (648 000 USD). La contribution de l'Etat de Côte d'Ivoire devrait se faire en nature avec la nomination de six (6) coordonnateurs délégués provenant de l'équipe du PNCC du MINEDD. Le NDC SP est structuré en cinq (5) composantes :

- ✓ **Composante 1** : intégration des changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle pour une mise en œuvre optimale des NDC
- ✓ **Composante 2** : renforcement des capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sur la mise en œuvre des NDC
- ✓ **Composante 3** : évaluation de l'état de mise en œuvre des NDC afin de rehausser l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire
- ✓ **Composante 4** : outillage renforcé du secteur privé pour une meilleure implication dans la mise en œuvre des NDC
- ✓ **Composante 5** : communication autour des activités des NDC pour une meilleure sensibilisation du public

3. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION FINALE DU NDC SP COTE D'IVOIRE

L'évaluation finale du projet « **NDC SUPPORT PROGRAMME CÔTE D'IVOIRE** » et de ses effets perceptibles s'est fait par la combinaison d'approches d'analyse quantitative et qualitative en termes de méthode d'analyse. L'approche méthodologique s'articule autour des éléments suivants :

- analyse de la mise en œuvre du projet ;
- revue bibliographique ;
- collecte des données ;
- sauvegarde et sécurisation des données ;
- traitement et analyse des données collectées ;
- présentation des 1^{er}s résultats ;
- examen et finalisation du rapport d'évaluation ;
- considérations éthiques.

3.1. Analyse de la mise en œuvre du projet NDC SP Côte d'Ivoire

Il s'agit de :

- ✓ évaluer le dispositif du projet du point de vue organisationnel et interaction entre les différentes parties prenantes dans la mise en œuvre des actions identifiées. Cette évaluation portera également sur l'analyse de l'utilisation des ressources ;
- ✓ évaluer les actions du projet en termes de pertinence, d'efficacité, d'efficience, et de durabilité ;

- ✓ évaluer les aspects transversaux à savoir la prise en compte du genre.

Pour atteindre les objectifs de cette évaluation finale, notre méthodologie a été basée sur les critères d'évaluation de l'OCDE. La méthode de l'OCDE s'appuie sur six critères d'analyse : la cohérence, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. Les aspects transversaux ont également été pris en compte, à savoir la prise en compte du genre.

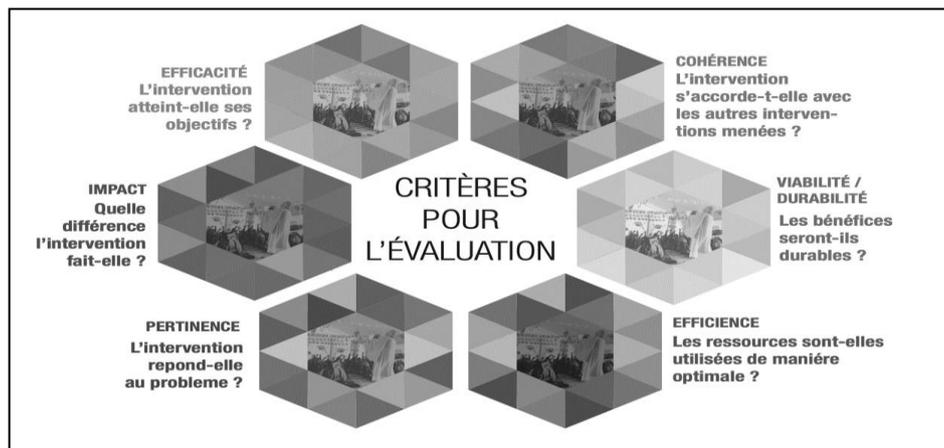


Figure 2 : critères d'évaluation (OCDE 2020)

Tableau 2 : Principaux outils d'analyse

Thématiques d'analyse	Outils d'analyse à mobiliser	Stratégie de mise en œuvre
Évaluer le dispositif de mise en œuvre du projet, du point de vue : <ul style="list-style-type: none"> - Organisationnel, - Fonctionnement, - de l'Interaction entre les différentes parties prenantes dans la mise en œuvre du projet, - des modalités opérationnelles d'engagement des ressources, etc. 	Analyse du contenu pour apprécier la cohérence des choix, décisions et stratégies opérationnelles du projet	Revue de la documentation et entretien : <ul style="list-style-type: none"> - Document projet - Accord de financement du projet, - Manuel d'exécution du projet ; - Rapports d'activité (rapports de suivi financier, rapports semestriels, rapports annuels) ; - Rapports suivi-évaluation du projet ; - Conduite d'entretiens auprès d'acteurs clés dans la mise en œuvre du projet
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse de l'adéquation entre les objectifs du projet et les objectifs sectoriels ; - Analyse de la concordance entre les objectifs du projet et les besoins des populations-cibles. - Analyse de l'adéquation /appropriation des actions par rapport aux problèmes à résoudre ; - Capacité des actions à résoudre les problèmes identifiés ; - Adaptabilité, souplesse et 	<ul style="list-style-type: none"> - Consultation du document projet, des rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, des rapports de missions - Conduite d'entretiens auprès des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet. - Exploitation des rapports financiers d'exécution des actions. - Consultation du document, de l'Accord de financement ; - Rapports d'activité (rapports de suivi financier, rapports semestriels, rapports annuels) ; - Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet ainsi que ;

	<p>réactivité des actions face aux chocs, menaces et modifications des hypothèses de base ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – Implication des parties prenantes correctement informées sur le projet à son démarrage. 	- Rapport d'évaluation des capacités ;
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> – Analyse de la comparaison des objectifs quantitatifs ou qualitatifs par rapport aux résultats obtenus ; – Analyse des effets du projet (effets sur les bénéficiaires, institutionnel, gouvernance, etc.). 	
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> – Analyse de la comparaison des résultats quantitatifs et qualitatifs réalisés par rapport aux ressources utilisées ; – Analyse de la disponibilité à temps des ressources nécessaires à l'exécution du projet ; – Analyse du respect des délais. 	
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> – Analyse de la capacité des acquis des actions réalisées à se maintenir dans le temps après la phase projet – Analyse des renforcements des capacités humaines et matériels apportés par le projet ; – Évaluation des capacités des Organisations impliquées dans la mise en œuvre du projet 	
Aspects transversaux (Égalité des sexes et autonomisation des femmes)	<ul style="list-style-type: none"> – Extension de la participation et de la participation des femmes aux activités du projet – Intégration des différences entre les sexes dans les politiques en fonction de la compréhension des différences. 	

La collecte et l'analyse des données nécessitent l'adoption d'une approche structurée pour rendre le processus aussi objectif que possible. Dans le guide méthodologique, une combinaison de méthodes et de techniques d'évaluation quantitatives et qualitatives a été proposée et était composée de plusieurs phases.

3.2. Revue bibliographique

Une Revue bibliographique basée sur plusieurs documents , notamment :

- ✓ les documents projet NDC (accord de contribution) ;
- ✓ les rapports d'activité relatif aux différentes composantes du projet (composante 1, Composante 2, composante 3, composante 4 et composante 5) ;
- ✓ la théorie du changement et du cadre de résultats ;
- ✓ les rapports de contrôle de la qualité du projet ;
- ✓ les plans de travail annuels ;
- ✓ les notes conceptuelles des activités ;
- ✓ les rapports de suivi axé sur les résultats ;
- ✓ les rapports de suivi technique/financier ;
- ✓ les autres documents en lien avec le projet NDC.

3.3. Elaboration des supports de collecte des données et mise au point du plan des investigations

Le consultant a élaboré les supports de collecte de données. Il s'est agi de :

- ✓ du questionnaire guide d'entretien avec les partenaires clés (Coordination et partenaires de mise en œuvre) ;
- ✓ du guide d'entretien avec les institutions et acteurs bénéficiaires du projet ;
- ✓ du plan d'observation des initiatives et actions mises en œuvre par le projet ;
- ✓ des grilles d'exploitation des données collectées.

3.4. Collecte des données

La collecte des données a mobilisé l'approche quantitative et qualitative : Ces différentes approches ont permis d'utiliser un questionnaire pour la collecte des données quantitatives, un guide d'entretien semi-structuré pour les interviews individuels, un guide pour la discussion de groupe et une grille d'observation.

- ✓ **Approche quantitative par questionnaire.** Pour cette approche, il a été proposé un questionnaire. Ce questionnaire reprenait les différents indicateurs quantitatifs du projet. Il était thématiqué c'est-à-dire, il retraçait les différents objectifs du projet afin de mieux les apprécier dans le détail. Ce questionnaire a été conçu à l'aide d'un logiciel de traitement quantitatif de données. Cette démarche a permis en même temps d'avoir un masque pour la saisie et le traitement des données à la fin de l'étude. *Au cours de cette évaluation, le questionnaire a été administré aux bénéficiaires directs et autres parties prenantes.*
- ✓ **Approche qualitative par guides (entretien individuel et de groupes) et de grille d'observation (un guide d'entretien semi-directif, un guide de discussion de groupe et une grille d'observation) :**

-Entretien semi-directif : il a pour avantage de collecter des informations auprès des personnes ressources du projet notamment les responsables institutionnels et autres parties prenantes. Il permet généralement de collecter des données auprès du commanditaire de l'étude. Au cours de cette étude, le guide d'entretien semi-structuré a été adressé spécifiquement à une cible secondaire (l'équipe de projet, les homologues gouvernementaux, les partenaires d'exécution, le bureau pays du PNUD, le conseiller technique régional, les bénéficiaires directs et d'autres les parties prenantes) et autres parties prenantes.

-Groupe de discussion (Focus group) : le groupe de discussion est une technique de collecte de données qui permet de mettre ensemble un ensemble d'acteurs afin de les amener à se prononcer de façon contradictoire sur une situation donnée. Dans le cadre de cette étude, les discussions ont concerné les acteurs communautaires, des informateurs clés, y compris des hommes et des femmes, des bénéficiaires et des parties prenantes.

-Grille d'observation : une grille d'observation a été conçue pour cette évaluation. Elle a permis aux évaluateurs de notifier les réactions des différents acteurs au cours des entretiens individuels et de groupe.

Le guide pour la discussion de groupe et le guide d'entretien semi-structuré, étaient thématiques. Cette stratégie permet au chercheur d'orienter l'échange sur des thématiques voulus en rapport aux objectifs de l'évaluation tout en donnant une certaine flexibilité/liberté à son/ses interlocuteur(s). Cependant, les différents guides étant thématiques, le chercheur garde le contrôle de l'entretien en permettant à son/ses interlocuteur(s) de ne pas s'écarter du thème central de l'échange.

- ✓ **Echantillonnage** : la technique l'échantillonnage aléatoire simple a été utilisée : Cette technique a été utilisée pour la constitution de l'échantillon qui a servi aux entretiens individuels au niveau de la cible secondaire (l'équipe de projet, les homologues gouvernementaux, les partenaires d'exécution, le bureau pays du PNUD, le conseiller technique régional, les bénéficiaires directs et d'autres les parties prenantes)
- ✓ **Les entretiens** : L'entretien prévu démarrer le 06/08/2022 a finalement débuté le 25/08/2022 en raison de l'indisponibilité des acteurs à rencontrer car la date des entretiens a coïncidé avec la période des congés dans les ministères et autres services associés.
Sur un nombre total de 34 personnes appartenant aux différentes parties prenantes du NDC SP prévues, 22 personnes dont 2 femmes ont pu être interrogées. Les statistiques sont présentées ci-dessous :
 - Nombre de personnes à consulter : 34 personnes (soit 100%) ;
 - Nombre de personnes non jointes : 07 personnes (21%) ;
 - Nombre de personnes ayant exigé l'envoi des fiches d'entretien par courriel et n'ayant pas fait un retour : 05 personnes (14%) ;
 - Nombre de personnes ayant exigé l'envoi des fiches d'entretien par courriel et ayant pas fait un retour : 00 personnes (00%) ;
 - Nombre de personnes ayant été interrogées : 22 personnes (65%).

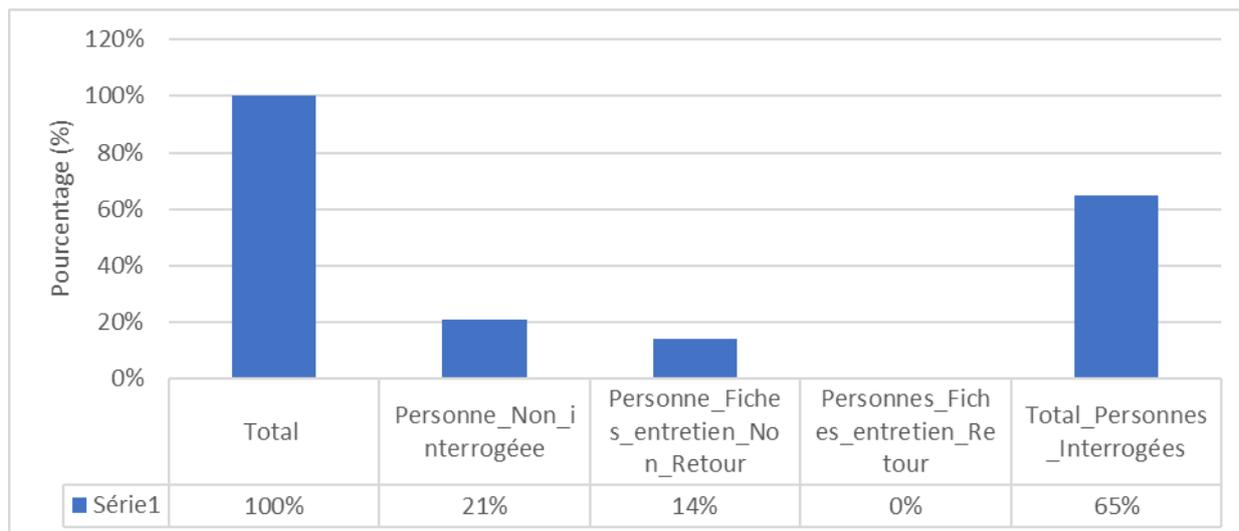


Figure 3 : Cartographie des résultats des entretiens

3.5. Sauvegarde et sécurisation des données

En vue d'assurer la sécurité et la confidentialité des données collectées, tous les entretiens individuels et de groupe ont automatiquement été transférés après chaque interview sur les ordinateurs des agents de collecte et aussi sur une clé USB. À la fin de l'étude, tous les fichiers audios enregistrés sur clé USB seront gravés sur des CD et l'ensemble (Clé USB, CD, Formulaire de consentement signés) ainsi que les entretiens retranscrits et la base de données seront remis à l'équipe projet du PNUD.

3.6. Traitement et analyse des données

Les données quantitatives et les données qualitatives ont connu deux types différents de traitement :

✓ **Traitement des données quantitatives**

Les données quantitatives issues du questionnaire ont été saisies dans un masque sous le logiciel kobotoolbox. Ce logiciel de traitement quantitatif de données, nous a permis de faire ressortir les statistiques nécessaires et de faire aussi des croisements de variables en cas de besoin en vue de pouvoir donner une réponse précise aux résultats attendus de l'évaluation.

✓ **Traitement des données qualitatives**

Les bandes audios des entretiens individuels et de groupe ont été transcrites sous Word et imprimés. Par la suite, le logiciel d'analyse qualitative NVIVO a permis de faire ressortir les récurrences. Les données issues de ce procédé ont servi à la rédaction du draft0 du rapport de cette évaluation. À la fin de ces deux processus, les données obtenues serviront à l'élaboration des rapports préliminaire (Draft) finale du Projet qui seront transmis à l'équipe projet du PNUD pour observation et validation.

3.7. Réflexion prospective et recommandations

Une fois les investigations de terrain terminées et les données collectées traitées et analysée, l'expert a fait le bilan des forces et faiblesses du projet pour tirer les leçons apprises et formuler des recommandations nécessaires visant à capitaliser les acquis.

3.8. Présentation des premiers résultats

À la fin de la phase de terrain, le consultant en évaluation a résumé le travail de terrain, discuté de la fiabilité et de la couverture de la collecte de données et présenté les conclusions préliminaires dans un projet de rapport.

3.9. Examen et finalisation du rapport

Le projet de rapport d'évaluation sera partagé avec toutes les parties prenantes pour commentaires. Les réactions et contributions seront incorporées dans le rapport final.

3.10. Considération éthique

Cette étude a pris en compte certaines normes en matière d'éthique de la recherche sur les sujets humains. Ainsi, seront considérées les questions de confidentialité, de consentement éclairé et d'équité de genre.

- **La confidentialité** : cette disposition concerne à la fois le déroulement de la collecte des données que le transport et la sécurisation des données. Le respect du principe de confidentialité permet de collecter des données dans un environnement sécurisé. Il permet de mettre les participants et participantes dans les conditions idoines afin de leur permettre de fournir de vraies informations sans être placés sous la contrainte.
- **Formulaire de consentement éclairé** : un formulaire de consentement éclairé est conçu et utilisé au cours de cette évaluation pour recueillir le consentement des participants. Ce formulaire contient toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension de l'étude. Il est lu intégralement aux participants afin de récolter leur consentement. Le consentement recherché est un consentement verbal. Cette procédure est faite au cours de la sélection des participantes et participants à cette étude. Le formulaire de consentement permet de rassurer, de donner la vraie information mais également de recueillir un vrai oui de participation. Ce formulaire de consentement décrit clairement les objectifs de l'étude, les résultats attendus, les avantages et inconvénients ainsi que les dispositions prises pour la protection des participant(e)s et de l'équipe de recherche.
- **Mesures de sécurité** : le consultant national prend toutes les dispositions et respecte toutes les procédures liées aux considérations éthiques du PNUD pour ne pas exposer les participants à des risques supplémentaires.
- **Equité du Genre** : le Consultant national s'assure avec l'équipe projet du PNUD de la participation sans discrimination aussi bien des femmes que des hommes au processus de l'évaluation.

3.11. Matrice de l'évaluation finale

L'évaluation a été conduite conformément aux critères d'évaluation correspondant, aux questions clés, aux sous-questions spécifiques éventuelles, aux sources des données et outils de collecte des données.

Tableau 3 : Récapitulatif des critères d'évaluation et des éléments associés

Critères	Questions clés	Sous questions spécifiques	Outils de collecte des données	Cibles	Sources de données
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> - L'objectif du projet s'aligne-t-il sur les priorités du gouvernement et des communautés locales ? - L'objectif du projet s'inscrit-il dans les priorités nationales en matière d'environnement et de développement ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure le projet était-il aligné sur les priorités du gouvernement ivoirien et de celle des communautés locale - Le projet prend t'il en compte les priorités de la Côte d'Ivoire en terme de gestion durable de l'environnement? - Dans quelle mesure le projet a-t-il été développé en partenariat avec les autorités nationales? 	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Interview avec les parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe de projet - Homologues gouvernementaux - Partenaires d'exécution - Bureau pays du PNUD - Conseiller technique régional 	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
	<ul style="list-style-type: none"> - Le concept du projet est-il issu des parties prenantes locales ou nationales, et/ou les parties prenantes concernées ont-elles été suffisamment impliquées dans le développement du projet ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet prend t'il en compte les priorités des parties prenantes? - Dans quelle mesure les points de vue des bénéficiaires susceptibles de fournir des informations ou d'autres ressources à la réalisation des résultats attendus ont-ils été pris en compte dans le processus de développement du projet? 	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Interview avec les parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe de projet - Homologues gouvernementaux - Partenaires d'exécution - Bureau pays du PNUD - Conseiller technique régional Partie prenantes (Conseil régionaux, régions, Districts autonomes, journalistes, slameurs, etc.) 	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
	<ul style="list-style-type: none"> - L'objectif du 	La conception initiale	- Revue	- Equipe de	- Document

	<p>projet correspond-il aux priorités stratégiques du FEM ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet était-il conforme aux priorités et stratégies du PNUD pour la Côte d'Ivoire ? - L'objectif du projet soutient-il la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique ? Autres Accords pertinents ? 	<p>du projet prenait t-il en compte les priorités stratégique du PNUD et du FEM?</p> <p>La conception initiale du projet prenait t-il en compte la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique ? Autres Accords pertinents ?</p>	<p>documentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interview avec les parties prenantes 	<p>projet</p> <ul style="list-style-type: none"> -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional <p>FEM</p>	<p>projet, cadre logique, service décentralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> - Les objectifs du projet sont-ils susceptibles d'être atteints ? Dans quelle mesure sont-ils susceptibles d'être atteints ? - Quels sont les facteurs clés qui contribuent à l'atteinte des résultats ou à la sous-performance du projet ? - Quels sont les principaux risques et obstacles qui subsistent pour atteindre 	<p>Le projet a-t-il été exécuté de manière efficace et efficiente, en tirant le meilleur parti des ressources disponibles?</p>	<p>- Revue documentaire</p> <p>Interview avec les parties prenantes</p>	<p>-Equipe de projet</p> <ul style="list-style-type: none"> -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional 	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Chacun des objectifs et les résultats sous-jacents ont-ils été atteints avec succès?</p>	<p>- Revue documentaire</p> <p>Interview avec staffs de projet</p>	<p>-Equipe de projet</p> <ul style="list-style-type: none"> -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution 	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions,</p>

<p>l'objectif du projet et générer des avantages environnementaux ?</p> <p>- Les hypothèses clés et les facteurs d'impact pertinents pour la réalisation des avantages environnementaux mondiaux sont-ils susceptibles d'être atteints ?</p> <p>- Les extrants prévus ont-ils été atteints ? Ont-ils contribué aux effets du projet ?</p> <p>- Les effets escomptés sont-ils susceptibles d'être atteints ? Les effets sont-ils susceptibles de contribuer à la réalisation de l'objectif du projet ?</p> <p>- Les résultats au niveau de l'impact sont-ils susceptibles d'être atteints ? Sont-ils susceptibles d'être à une</p>	<p>Les résultats attendus ont-ils été atteints ?</p>	<p>- Revue documentaire</p> <p>Interview avec staffs de projet</p>	<p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional</p> <p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional</p>	<p>document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p> <p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
	<p>Y a-t-il eu des résultats inattendus ? Comment ceux-ci ont-ils contribué aux résultats ?</p>	<p>- Revue documentaire</p> <p>- Interview avec staffs de projet</p> <p>Interview avec les bénéficiaires</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional</p> <p>Bénéficiaires</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
	<p>Quels ont été les principaux facteurs ayant influencé la réalisation ou non des objectifs? Comment le projet s'est-il adapté?</p>	<p>- Revue documentaire</p> <p>- Interview avec staffs de</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi</p>

	<p>échelle suffisante pour être considérés comme des avantages environnementaux mondiaux ?</p>		<p>projet</p> <p>Interview avec les bénéficiaires</p>	<p>ux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional bénéficiaires</p>	<p>et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu de manière adéquate aux besoins des mandants (mandants nationaux) et aux changements de priorités des partenaires?</p>	<p>Interview avec parties prenantes</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Les objectifs et les résultats attendus du projet sont-ils clairs, pratiques et réalisables?</p>	<p>Revue documentaire et Analyse</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Quels est le niveau d'atteinte des indicateurs de résultats</p>	<p>- Revue documentaires et</p>	<p>-Equipe de projet</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de</p>

			<p>analyses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interview avec parties prenantes <p>Entretien avec les bénéficiaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Homologues gouvernementaux - Partenaires d'exécution - Bureau pays du PNUD - Conseiller technique régional Bénéficiaires 	<p>centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ;</p> <p>Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Dans quels domaines le projet a-t-il obtenu ses résultats les plus importants? Pourquoi et quels sont les facteurs qui ont contribué au succès? Comment le projet peut-il exploiter ses résultats ou les étendre?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire Interview avec parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe de projet - Homologues gouvernementaux - Partenaires d'exécution - Bureau pays du PNUD - Conseiller technique régional 	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ;</p> <p>Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Dans quels domaines le projet a-t-il le moins marqué? Quelles étaient les contraintes et pourquoi? Comment peuvent-ils être surmontés?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire Interview avec parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe de projet - Homologues gouvernementaux - Partenaires d'exécution - Bureau pays du PNUD - Conseiller technique régional 	<ul style="list-style-type: none"> - Consultation du document projet, des rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, des rapports de missions - Conduite d'entretiens auprès des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet. - Exploitation des rapports financiers d'exécution des actions. - Consultation du document, de

				<p>l'Accord de financement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activité (rapports de suivi financier, rapports semestriels, rapports annuels) ; - Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet ainsi que ; - Rapport d'évaluation des capacités ; 	
		<p>Dans quelle mesure la gestion et la mise en œuvre du projet sont-elles participatives et cette participation contribuent-elles à la réalisation des objectifs du projet?</p>	<p>Interview avec parties prenantes</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional 	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Dans quelle mesure les parties prenantes ont-elles été impliquées dans la mise en œuvre du projet?</p>		<ul style="list-style-type: none"> -Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional 	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport</p>

				d'évaluation des capacités
	A quelle mesure étaient efficaces les stratégies de gouvernance du projet?	Interview avec staff de programme	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional 	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
	Dans quelle mesure existe-t-il une collaboration et une communication au sein du PNUD, entre les trois agences de mise en œuvre de l'ONU, avec les donateurs et le gouvernement au niveau central?	<ul style="list-style-type: none"> - Interview avec les parties prenantes Entretien avec bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional Bénéficiaires 	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
	Quelles stratégies alternatives, le cas échéant, auraient été plus efficaces pour obtenir les résultats du projet?	<ul style="list-style-type: none"> - Interview avec parties prenantes Comparaison avec stratégies d'autres projets 	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller 	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-

				technique régional	évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Quelle a été l'efficacité du soutien du PNUD dans chacun des divers domaines où il était impliqué (appui du PNUD aux niveaux national, opérationnel et technique)?	Interview avec Agences d'exécution	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Le rôle de supervision assuré par le bureau de pays du PNUD a-t-il été efficace? Des mécanismes de contrôle de la supervision ont-ils été mis en place et le PNUD a-t-il réussi à remplir cette fonction?	Interview avec Agences d'exécution	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		La structure organisationnelle, la gestion, la planification et les processus de mise en œuvre ont-ils été efficaces et efficients?	- Interview avec Agences d'exécution Revue documentaire	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de

				du PNUD -Conseiller technique régional	l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
Efficience	<p>Le projet a-t-il un bon rapport coût-efficacité ?</p> <p>Les dépenses sont-elles conformes aux normes et standards internationaux ?</p> <p>L'approche de mise en œuvre du projet est-elle efficace pour atteindre les résultats prévus du projet ?</p> <p>La mise en œuvre du projet a-t-elle été retardée ? Si oui, cela a-t-il affecté l'atteinte des résultats ?</p> <p>Quelle est la contribution du cofinancement à la mise en œuvre du projet ?</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t-il mobilisé des ressources additionnelles ?</p>	Dans quelle mesure la stratégie de mise en œuvre du projet et la l'application de cette stratégie ont-elles été efficaces et rentables?	Interview avec Staffs de projet Revue Documentaire	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Le rôle de supervision et de coordination assuré par le bureau de pays du PNUD a-t-il été efficace?	Interview avec Staffs de projet	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Dans quelle mesure les systèmes de suivi et d'évaluation utilisés par le PNUD permettent-ils une gestion de projet efficiente et efficace?	Interview avec Staffs de projet	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi

				<ul style="list-style-type: none"> -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional 	<ul style="list-style-type: none"> et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		<p>Les structures conçues étaient-elles les mieux adaptées à la réalité sociopolitique du pays? Quels sont les blocages éventuels? Celles-ci auraient-elles pu être prévues / prévues?</p>	<p>Interview avec Staffs de projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional 	<ul style="list-style-type: none"> Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		<p>Dans quelle mesure les fonds ont-ils été mis à disposition et les activités du projet ont-elles été achevées à temps?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Interview avec Staffs de projet Revue Documentaire 	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional 	<ul style="list-style-type: none"> Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
Cohérence	- Dans quelle mesure le projet est				<ul style="list-style-type: none"> Document projet, cadre logique, service de

	<p>compatible avec d'autres interventions menées au sein du PNUD et des autres partenaires ? Quelles ont été les synergies développées ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure le projet a-t-il respecté les normes et critères internationaux pertinents auxquels le PNUD a adhéré ? - Y-a-t-il d'autres interventions de d'autres organisations /structures dans le même domaine d'intervention ? Quelles ont été les actions de complémentarité avec ces interventions ? - Dans quelle mesure le projet a apporté une valeur ajoutée tout en évitant le chevauchement d'activités avec d'autres projets 				<p>centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
--	---	--	--	--	---

	internes ou externes ?				
Effets/impacts	Le/La Consultant(e) évaluera aux plans qualitatifs et, dans la mesure du possible, quantitatifs l'impact indicatif des activités réalisées jusqu'à présent dans le cadre des cinq (05) résultats du projet. Elle s'appuiera pour ce faire sur le cadre logique du document de projet mais pourra, le cas échéant, suggérer d'autres éléments de mesure qu'elle jugera plus pertinents. Une attention particulière sera portée à l'analyse des rapports de terrain d'identification des besoins, des rapports de fin d'activités des partenaires opérationnels de mise en œuvre des activités du projet. -Durabilité : financière (*), sociopolitique (*), cadre institutionnel et gouvernance (*), environnementale (*), probabilité globale de durabilité (*)	Quelle est la contribution de la mise en œuvre du projet à l'atteinte des résultats attendus et de l'objectif ?	- Revue documentaire - - - Entretiens - - Groupes de discussions	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional Bénéficiaires (bloggers, groupe de jeunes, journalistes, etc).	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Quel est le niveau de contribution de ces produits aux attentes du projet ?	- Revue documentaire - Entretiens	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Quelle est la contribution du projet au renforcement des capacités des secteurs publics et privés dans la prise en compte des changements climatiques dans leurs différentes activités ?	- Intervew avec parties prenantes Discussions de groupes	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions,

				<p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional Bénéficiaires (bloggeurs, groupe de jeunes, journalistes, etc).</p>	<p>document, de l'Accord de financement ;</p> <p>Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Quels changements attribuables au projet au niveau de la lutte contre les changements climatiques ?</p>	<p>- Interview avec parties prenantes</p> <p>Discussions de groupes</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional Bénéficiaires (bloggeurs, groupe de jeunes, journalistes, etc).</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions,</p> <p>document, de l'Accord de financement ;</p> <p>Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Quelle est la contribution des activités à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement</p>	<p>- Revue documentaire</p> <p>- Entretiens</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions,</p> <p>document, de l'Accord de financement ;</p> <p>Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>

Durabilité	<p>Dans quelle mesure les résultats du projet sont-ils susceptibles de dépendre d'un soutien financier continu ? Quelle est la probabilité que les ressources financières nécessaires soient disponibles pour soutenir les résultats du projet une fois l'assistance des PTFs terminée ?</p> <p>Les parties prenantes concernées ont-elles ou sont-elles susceptibles d'atteindre un niveau adéquat d'appropriation des résultats, pour garantir que les avantages du projet sont maintenus ?</p> <p>Les parties prenantes concernées ont-elles la capacité technique nécessaire pour s'assurer que les acquis du projet soient maintenus ?</p> <p>Dans quelle mesure les résultats du projet dépendent-ils de facteurs sociopolitiques ?</p> <p>Dans quelle mesure les résultats du projet dépendent-ils des questions relatives aux cadres institutionnels et à</p>	<p>Comment les capacités en matière de prévention et gestion des conflits ont-elles été renforcées parmi les acteurs des médias, les organisations de la société civile, les organisations de femmes et les groupes de jeunes, les leaders communautaires et religieux et comment ces connaissances ont-elles été utilisées jusqu'à présent?</p>	<p>Interview avec Staff de projet</p> <p>Focus-group avec bénéficiaires</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional Bénéficiaires</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Existe-t-il des risques sociaux ou politiques qui pourraient compromettre la durabilité des résultats du projet et des contributions du projet aux résultats et aux effets du programme de pays?</p>	<p>- Interview avec parties prenantes</p> <p>Entretien bénéficiaires</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional Bénéficiaires</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>
		<p>Dans quelle mesure les ressources financières et économiques seront-elles disponibles pour assurer la durabilité des résultats du projet?</p>	<p>Interview avec parties prenantes</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de</p>

<p>la gouvernance ?</p> <p>Existe-t-il des risques environnementaux susceptibles d'affecter négativement les impacts futurs du projet et les avantages environnementaux mondiaux ?</p>				régional	l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
	<p>Dans quelle mesure les parties prenantes soutiennent-elles les objectifs à long terme du projet?</p>	<p>Interview avec parties prenantes</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ;</p> <p>Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>	
	<p>Que pourrait-on faire pour renforcer les stratégies de sortie et la durabilité?</p>	<p>Interview avec Agences Onusiennes</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays du PNUD</p> <p>-Conseiller technique régional</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ;</p> <p>Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités</p>	
	<p>Dans quelle mesure le projet at-il profité aux pauvres, aux personnes handicapées, aux femmes et aux autres groupes défavorisés et marginalisés?</p>	<p>- Revue documentaire</p> <p>Interview avec staff de projet</p>	<p>-Equipe de projet</p> <p>-Homologues gouvernementaux</p> <p>-Partenaires d'exécution</p> <p>-Bureau pays</p>	<p>Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de</p>	

				du PNUD -Conseiller technique régional	financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	-Comment le projet a-t-il contribué à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes ? De quelles manières les résultats du projet en matière de genre ont-ils progressé ou contribué aux effets du projet en matière de biodiversité	Dans quelle mesure l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont-elles été prises en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du projet?	Interview avec Staff de projet	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		- Comment les femmes et les groupes de femmes ont-ils été autonomisés et protégés par la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'initiatives de prévention des conflits socio-politiques et communautaires?	- Interview avec parties prenantes Focus-group avec bénéficiaires	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Quels étaient les défis et les réalisations en matière d'intégration de la dimension de genre?	Interview avec staff de projet	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de

				d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	missions, document, de l'Accord de financement ; Rappports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		- Comment les femmes et les hommes ont-ils été ciblés séparément et différemment pour les politiques et stratégies de prévention des conflits socio-politiques et communautaires?	Interview avec Parties prenantes	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rappports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Une analyse de genre a-t-elle été réalisée sur les risques de conflits socio-politiques et communautaires en Côte d'Ivoire? Les connaissances ont-elles été utilisées pour concevoir des interventions au niveau local?	Interview avec staff de projet	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rappports suivi-évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
		Comment l'approche fondée sur les droits a-t-elle été utilisée dans le projet et parmi les partenaires nationaux?	Interview avec parties prenantes	-Equipe de projet -Homologues gouvernementaux	Document projet, cadre logique, service de centralisé, autorités nationales, rapports

				ux -Partenaires d'exécution -Bureau pays du PNUD -Conseiller technique régional	d'activité, de suivi et d'évaluation, rapports de missions, document, de l'Accord de financement ; Rapports suivi- évaluation de l'unité spécialisée du projet, Rapport d'évaluation des capacités
--	--	--	--	--	--

3.12. Déroulement et quelques difficultés rencontrées

La date des entretiens a coïncidé avec la période des congés dans les ministères et autres services associés. Cette situation a fait que certains acteurs étaient injoignables ou n'étaient pas dans les dispositions requises afin de rencontrer le consultant. Aussi, certains acteurs ayant demandé de recevoir la fiche d'entretien par courriel n'ont pas fait de retour à la rédaction du présent rapport.

4. CONSTATS

4.1. Cohérence du projet NDC SP Côte d'Ivoire

La cohérence a été analysée par rapport à la logique d'intervention du projet et par rapport à la logique organisationnelle.

4.1.1. Cohérence de la logique d'intervention

Le projet NDC SP a été exécuté conformément aux procédures de Modalité Nationale de Mise en œuvre (NIM) du PNUD, dans le cadre des directives du NIM approuvées par le PNUD et le Gouvernement de la Côte d'Ivoire. Le PNUD a effectué l'assurance qualité tout au long du projet. Le contrôle continu du PNUD comprenait des considérations opérationnelles, financières et programmatiques. L'assurance qualité du PNUD a exigé les éléments suivants : (i) les fonds étaient rendus disponibles pour le projet ; (ii) le projet a réalisé des progrès par rapport aux produits prévus ; (iii) les activités de contrôle et d'assurance ont eu lieu, notamment les visites de contrôle périodiques et les « vérifications ponctuelles » des dépenses et des résultats atteints ; (iv) les ressources offertes au PNUD ont été correctement utilisées ; (v) les informations principales concernant le projet ont été contrôlées et mises à jour; (vi) les rapports financiers ont été soumis au PNUD à temps, et les rapports combinés sur l'exécution des projets ont été préparés périodiquement et ont été soumis au comité chargé du projet ; (vii) les risques ont été gérés correctement, et le registre des risques a été régulièrement mis à jour; (viii) les rapports provenant du gouvernement ont été examinés et utilisés pour élaborer les procédures d'assurance ; (ix) les rapports d'audit de la modalité NIM ont été examinés et les partenaires de réalisation ont pris toutes les mesures correctives en compte.

L'analyse du cadre logique du NDC SP a permis de constater une cohérence entre les différents éléments de la logique d'intervention du projet, à savoir les ressources, les activités, les résultats, les effets et l'impact.

En se référant aux analyses et aux opinions des différentes parties prenantes du projet NDC SP, la qualité du mécanisme de coordination qui s'observe à travers les principes énoncés ci-dessus et à tous les niveaux de la hiérarchie des objectifs confère au présent projet sa cohérence totale.

4.1.2 Cohérence de la logique organisationnelle

Les différentes observations et opinions des parties prenantes du projet NDC SP Côte d'Ivoire montrent à ce niveau d'analyse que la stratégie d'intervention et de pilotage du projet NDC SP Côte d'Ivoire a reposé sur un ensemble de partenaires qui privilégient la création des conditions de mise en œuvre des activités de façon efficace et efficiente. L'analyse du cadre logique organisationnelle (Figure 3) permet de constater que le dispositif organisationnel mis en place pour le pilotage et l'exécution du projet NDC SP Côte d'Ivoire était constitué de différents acteurs (Bénéficiaires principaux (Ministères, secteur privé, universitaire, collectivités territoriales, ONG, média, etc.), Exécutif et fournisseur principal (MINEDD/PNCC) assurance du projet (PNUD)). Pour répondre aux changements ciblés, le projet a intégré les cinq (5) composantes suivantes :

- ✓ Composante 1 : Intégration des changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle pour une mise en œuvre optimale des NDC ;
- ✓ Composante 2 : Renforcement des capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sur la mise en œuvre des NDC ;
- ✓ Composante 3 : Evaluation de l'état de mise en œuvre des NDC afin de rehausser l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire ;
- ✓ Composante 4 : Outillage renforcé du secteur privé pour une meilleure implication dans la mise en œuvre des NDC ;
- ✓ Composante 5 : Communication autour des activités des NDC pour une meilleure sensibilisation du public.

Une consultante spécialisée en genre a été recrutée et a intégré la cellule genre du PNCC pour intégrer l'aspect genre dans le NDC SP de la Côte d'Ivoire.

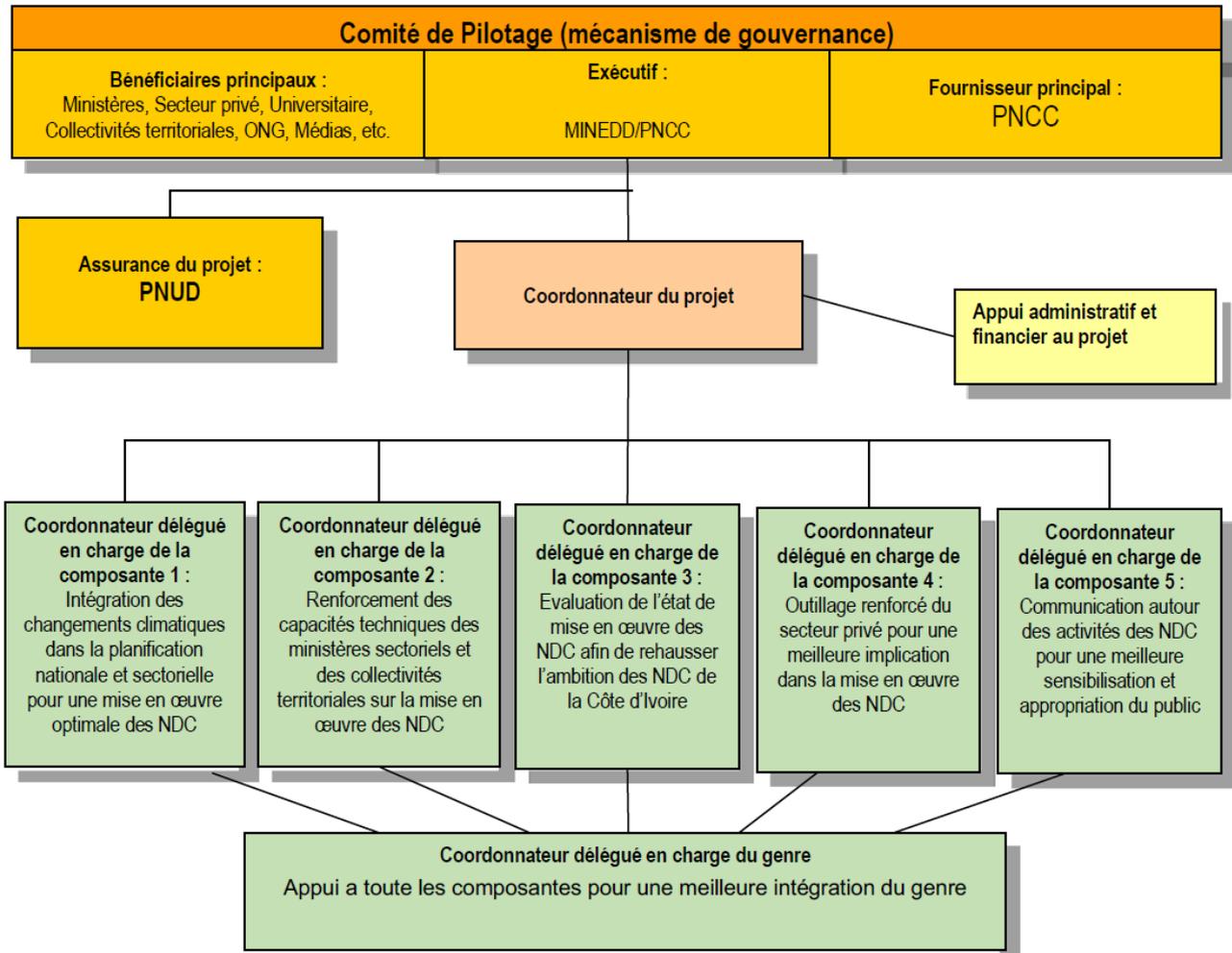


Figure 4 : Logique organisationnelle du NDC SP (Source : Documents consultés)

Le schéma organisationnel mis en place pour le pilotage et l'exécution du projet est bien adapté au contexte du Projet. Les rôles et responsabilités de chaque acteur ont été bien définis. On ne constate pas de chevauchement des responsabilités au niveau de chaque acteur. En effet, chaque acteur joue sa partition en vue d'atteinte avec efficacité et efficience les objectifs du projet.

Vu tout ce qui précède, on retient que le projet était cohérent avec la logique d'intervention et la logique organisationnelle.

4.2. Pertinence du projet NDC SP Côte d'Ivoire

Le NDC SP est cohérent avec les plans de développement nationaux, les politiques ou stratégies nationaux/sectoriels et des collectivités territoriales. Il prend également en compte la gestion axée sur les résultats (cadre logique, ...) du PNUD. Le projet appuie les priorités de la Côte d'Ivoire exprimées dans les différents documents de stratégie nationale, sectorielle et territoriale en matière de gestion durable de l'environnement (PND, PNIA, SNDD, etc.). Il a donc été noté que le projet NDC SP est cohérent avec les besoins exprimés par les différentes parties prenantes en termes de capacités de prise en compte des changements climatiques dans leurs différentes démarches de développement pendant les différentes interviews.

4.2.1 Alignement aux priorités et politiques de la Côte d'Ivoire

Le NDC SP s'inscrit dans le cadre des politiques, plans, ou stratégies nationaux/sectoriels spécifiques. Il appuie directement la réalisation des ODD. Il appuie plusieurs des actions prioritaires identifiées dans le PNAE et le PND de la Côte d'Ivoire.

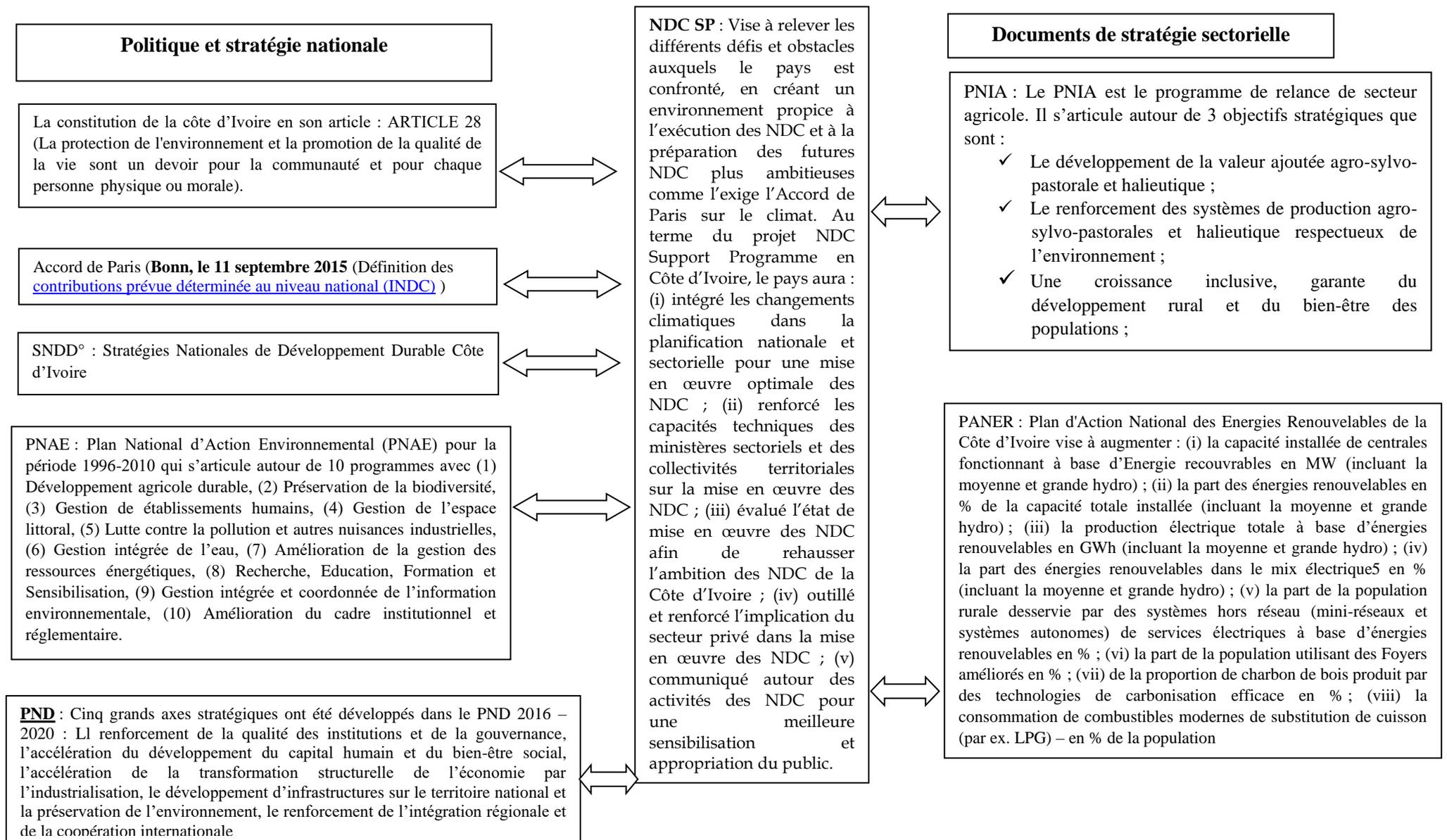


Figure 5 : Alignement aux priorités et politiques de la Côte d'Ivoire

Le NDC SP contribue à la réalisation des ODD. Il est cohérent avec la vision de développement et la stratégie d'intervention des bailleurs (PFTs) et de l'Etat de Côte d'Ivoire en matière de la prise en compte des changements climatiques dans les politiques, plans, programmes et projet de développement à l'échelle locale, régionale et nationale. Le projet, reflète les priorités exprimées par les bénéficiaires et par l'Etat ivoirien dans les documents de politiques sectorielles et nationales de sauvegarde environnementale.

4.2.2 Alignement aux priorités des bénéficiaires et de l'Etat ivoirien

Selon les différents acteurs rencontrés, on retient que les objectifs et priorités du NDC SP Côte d'Ivoire s'accordent parfaitement avec leurs besoins. Tous les acteurs interviewés (points focaux des ministères et des services spécialisés et territoriaux, le personnel du PNCC) sur la question ont trouvé les objectifs et priorités du projet très satisfaisants (100%) et s'accordent parfaitement avec les besoins identifiés à savoir :

- ✓ une absence de cadre institutionnel unique d'échanges ;
- ✓ une absence d'un système commun de suivi-évaluation (MRV) de la mise en œuvre des NDC de tous les secteurs clés ;
- ✓ un faible accès à la finance climatique ;
- ✓ de faibles capacités techniques des parties prenantes nationales sur les changements climatiques en général ;
- ✓ une absence d'une stratégie nationale de prise en compte des questions du genre dans la lutte contre les changements climatiques ;
- ✓ l'absence d'un système de réduction des risques d'investissements du secteur privé dans les actions de lutte contre les changements climatiques ;
- ✓ l'absence d'études sectorielles approfondies sur certaines thématiques clés (énergies, agriculture, foresterie, déchets, etc.) ;
- ✓ un développement et transfert de technologies climatiques encore à la traîne ;
- ✓ un faible niveau de communication autour des NDC et des changements climatiques en général ;
- ✓ etc.

Tableau 12 : Appréciation sur les objectifs du projet NDC SP Côte d'Ivoire (Source : Enquête consultant)

Appréciation	Effectif	Pourcentage
Très satisfait	22	100
Satisfait	0	0
Moyennement satisfait	0	0
Moyennement insatisfait	0	0
Insatisfait	0	0
Très insatisfait	0	0
TOTAL	22	100

L'analyse du tableau montre que le projet a été pertinent ; car, tous les répondants estiment que les objectifs et priorités sont très satisfaisants. Ce qui veut dire que les objectifs du projet NDC SP Côte d'Ivoire sont perçus de la même manière par tous les acteurs. Le bien-fondé du

projet NDC SP Côte d'Ivoire selon les différents acteurs réside dans son arrimage avec la politique environnementale de la Côte d'Ivoire. Le NDC SP Côte d'Ivoire de par son objectif général visait à aider la Côte d'Ivoire à renforcer la mise en œuvre de ses NDC de manière inclusive, concertée et en synergie, et à explorer les options pour rehausser les ambitions du pays dans les futures NDC. Le projet a permis d'identifier et de supprimer les obstacles auxquels le pays était confronté et qui rendaient difficile le suivi et la mise en œuvre des NDC dans les délais requis. Selon les bénéficiaires, cet objectif global est en parfaite harmonie (100% des opinions des personnes interrogées) avec le contenu de leurs documents sectoriels en matière de prise en compte des changements climatiques.

Tableau 13 : Appréciation sur l'objectif Global du projet (Source : Enquête consultant)

Appréciation	Effectif	Pourcentage
Très satisfait	22	100
Satisfait	0	0
Moyennement satisfait	0	0
Moyennement insatisfait		
Insatisfait		
Très insatisfait		
TOTAL	22	100

4.2.3 Approche utilisée par le NDC SP pour l'atteinte des objectifs

Depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre, le projet a développé une approche participative se traduisant par l'implication de l'ensemble des parties prenantes (exécutif (MINEDD/PNCC), Assurance du projet (PNUD), fournisseur principal (PNCC) et les bénéficiaires (Ministères, secteur privé, collectivités territoriales, ONG, média.). Le projet est exécuté conformément aux procédures de Modalité Nationale de Mise en œuvre (NIM) du PNUD, dans le cadre des directives du NIM approuvées par le PNUD et le Gouvernement de la Côte d'Ivoire.

La mise en œuvre de ce projet a nécessité l'implication de tous les acteurs de différents niveaux tels que les entités institutionnelles, les entreprises du secteur privé, les collectivités territoriales, les médias. Les parties prenantes peuvent être réparties en 2 groupes : Les groupes cibles et les groupes qui seront indirectement concernées par le projet.

Le partenaire d'exécution de ce projet est le MINEDD par le biais du PNCC. Il est responsable de la gestion de ce projet, y compris le suivi et l'évaluation des interventions du projet, la réalisation des résultats du projet et l'utilisation efficace des ressources. Le MINEDD est appuyé par le bureau pays du PNUD conformément à l'Accord type d'assistance de base et au document de programme pays du PNUD.

Les partenaires au développement : Les PTF, spécialement la Commission Européenne et le gouvernement allemand (BMZ) ont périodiquement été informés sur l'état d'avancement du projet en tant que bailleurs de fonds du projet. Le PNUD a suivi au quotidien le développement du projet et contribué à la mise en œuvre de toutes les activités. L'implication du MINEDD se situe à un seul niveau. En effet, le MINEDD a participé activement aux activités liées à ce secteur en fournissant des données et une expertise pertinente.

L'implication du Programme National de lutte contre le Changement Climatique (l'entité de mise en œuvre du projet) se situait à quatre niveaux : (i) Identification des besoins en renforcement des capacités et sensibilisation sur les changements climatiques ; (ii) Formulation des stratégies et les politiques résilientes aux changements climatiques et/ou à faible émission de carbone ; (iii) Promotion d'une coordination efficace et la recherche de synergies avec d'autres acteurs et mobilisation des financements pour la lutte contre les changements climatiques ; (iv) Exécution de toutes les activités du projet, suivi et évaluation du projet avec l'ensemble des parties prenantes.

L'implication du PNUD se situe à plusieurs niveaux : en effet au titre de la modalité NIM, le PNUD a été chargé de l'utilisation effective et efficace des ressources pour l'atteinte des résultats du NDC SP conjointement avec le PNCC. Le PNUD a donc participé à la conception des projets, à l'évaluation des capacités du PNCC, à la sélection conjointe des partenaires de réalisation, et le financement et l'évaluation des activités du NDC SP. Le PNUD a aussi contrôlé les progrès réalisés par rapport aux produits prévus et l'utilisation appropriée des ressources du projet. Le PNUD gère l'assurance qualité tout au long du projet. Le PNUD a donc suivi au quotidien le développement du projet et a contribué à la mise en œuvre de toutes les activités.

L'implication des bénéficiaires du NDC SP Côte d'Ivoire

Les différents ministères ont participé à toutes les composantes du projet en fournissant des données sur les secteurs les concernant et en participant à toutes les étapes des différentes validations.

Ministère du plan et du développement : Le ministère a participé à toutes les composantes du projet, en fournissant des données sur le secteur et en participant à toutes les étapes de validation, surtout en ce qui concerne la composante 1.

Ministère de l'économie et des finances : Le ministère de l'Économie et des Finances a participé aux activités du projet, surtout en ce qui concerne la composante 4.

Ministère de la femme, de la protection de l'enfant et de la solidarité : Le ministère a participé activement à l'élaboration de la stratégie genre et changement climatique.

Confédération générale des entreprises de la Côte d'Ivoire (CGECI) : le CGECI a contribué à la réalisation des objectifs de la composante 4.

Union des villes et communes (UVICOCI) et Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) : Ils ont veillé à l'implication de tous les acteurs des villes et communes concernés dès la phase de démarrage du projet et ont maintenu une communication et une interaction continues tout au long de la période du projet.

On retient donc que toutes ces différentes implications convergent vers une synergie de toutes les parties prenantes. Bien plus, le projet cadre avec les priorités nationales, il répond aux intérêts des bénéficiaires et prend en compte les enjeux de la lutte contre le changement climatique avec l'intégration du genre.

En référence à tout ce qui précède, on note que le NDC SP a été pertinent par rapport aux besoins et priorités des bénéficiaires. Finalement, il est bon de noter que la mise en œuvre du NDC SP, en ce qui concerne le critère de pertinence, est très satisfaisante.

4.3. Efficacité du projet NDC SP Côte d'Ivoire

L'analyse de l'efficacité du NDC SP s'est effectuée à deux (2) niveau. Il s'est agi d'analyser l'efficacité par rapport au niveau de l'atteinte des résultats dans le premier niveau et par rapport à l'efficacité globale du projet dans le second niveau.

4.3.1 Efficacité au niveau de l'atteinte des résultats du projet NDC SP Côte d'Ivoire

Le premier élément qui permet d'apprécier l'efficacité d'un projet est la réalisation de ses résultats et de ses objectifs. Les paragraphes suivants sont utilisés par le consultant pour illustrer cela.

Tableau 4 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 1 (Source : Document consultés)

Composante du projet	Produits	Activités	Etat de réalisation	Taux de réalisation
Composante 1 : Intégration des changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle pour la mise en œuvre optimale des NDC Résultats 1 : La mise en œuvre des NDC est renforcée par l'intégration des changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle	1.1. Elaborer des critères et indicateurs climatiques et sensibles au genre pour l'élaboration des Plans Nationaux Quinquennaux de Développement (PND)	1.1.1. Etablir un diagnostic des critères et indicateurs (sectoriels et intersectoriels) existant qui servent à l'élaboration du Plan National de Développement	Réalisé	100
		1.1.2. Définir des indicateurs complémentaires pertinents nécessaires à l'alignement de la mise en œuvre des NDC et du Plan National de Développement - (PND)	Réalisé	100
	1.2. Intégrer les NDC dans la planification des secteurs clés de l'atténuation	1.2.1. Dupliquer l'outil d'intégration des changements climatiques dans les politiques plans et projets dans le domaine de l'agriculture, à d'autres secteurs clés (Energie et déchets)	Partiellement réalisé	50 (Energies : difficulté rencontrée)
		1.2.2. Renforcer les capacités des acteurs en charge de la planification à travers des formations sur les outils conçus	Réalisé	100

Taux (%) de réalisation de la composante 1	87,5
--	------

Tableau 5: Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 2 (Source : Document consultés)

Composante du projet	Produits	Activités	Etat de réalisation	Taux de réalisation
Composante 2 : Renforcement des capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sur la mise en œuvre des NDC Résultats : Les capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sont renforcées sur la mise en œuvre des ND	2.1 Renforcer les capacités des Ministères sectoriels et structures étatiques sur les grands enjeux mondiaux des NDC et de la lutte contre les changements climatiques	2.1.1 Réaliser une étude d'identification et de collecte des besoins en renforcement des capacités des ministères et structures étatiques à intégrer dans un plan quinquennal de formation du secteur public sur les NDC et les orientations internationales sur le climat ;	Réalisé	100
		2.1.2 Former les cadres du secteur public (hommes et femmes) sur l'identification et la formulation de projets structurants alignés sur les exigences de la finance climatique, ainsi que sur toutes les opportunités nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques.	Réalisé	100
		2.1.3 Former une équipe du Programme National de lutte contre les Changements Climatiques (PNCC) dans l'élaboration des projets selon la finance climatique, afin d'accompagner au quotidien les acteurs nationaux	Réalisé	100
	2.2 Appuyer les collectivités territoriales dans leurs actions de lutte contre les changements climatiques à l'échelle locale	2.2.1 Réaliser une étude diagnostic sur le niveau d'intégration des changements climatiques CC dans la planification locale	Réalisé	100
		2.2.2 Développer un plan climat territorial inclusif pour une région pilote ;	Réalisé	100
		2.2.3 Élaborer un guide méthodologique et de bonnes pratiques portant sur l'élaboration d'un plan climat	Réalisé	100

		territorial en Côte d'Ivoire ;		
		2.2.4 Former les cadres des collectivités (hommes et femmes) sur l'identification et la formulation de projets structurants alignés sur les exigences de la finance climatique, ainsi que sur toutes les opportunités nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques ;	Réalisé	100
		2.2.5 Former les cadres des collectivités territoriales (hommes et femmes) sur les changements climatiques dans sa compréhension globale.	Réalisé	100
	2.3 Élaborer la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques, assortie d'un plan d'actions pour une meilleure intégration du genre dans la mise en œuvre des NDC	2.3.1 Élaborer et valider la stratégie genre et Changements Climatiques ;	Réalisé	100
		2.3.2 Élaborer et valider un plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie genre et Changements Climatiques ;	Réalisé	100
		2.3.3 Renforcer les capacités des acteurs nationaux sur l'application de la stratégie afin de garantir la prise en compte du genre dans la lutte contre les changements climatiques dans tous les secteurs et à toutes les échelles.	Réalisé	100
	2.4 Mutualiser les expériences nationales et internationales (coopération sud-sud) en matière de mise en œuvre des NDC	2.4.1 Participer à différents événements parallèles relatifs à la mise en œuvre des NDC (Ex: COP, semaine africaine du climat, etc.) ;	Réalisé	100
		2.4.2 Organiser deux missions de partages d'expérience dans deux pays du sud membres du NDC Partnership.	Non réalisé	
Taux (%) de réalisation de la composante 2	92			

Tableau 6 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 3 (Source : Document consultés)

Composante	Produits	Activités	Etat de	Taux de
------------	----------	-----------	---------	---------

du projet			réalisation	réalisation
Composante 3 Résultat 3 : l'Etat de mise en œuvre des NDC est évalué afin de rehausser l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire	3.1 Réaliser une étude diagnostique de la mise en œuvre des NDC dans les secteurs clés de l'atténuation et de l'adaptation.	3.1. Réaliser une étude diagnostique de la mise en œuvre des NDC dans les secteurs clés de l'atténuation et de l'adaptation	Réalisé	100
	3.2 Examiner les potentiels de réduction d'émission des différents secteurs dans la perspective du rehaussement de l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire	3.2.1 Étude sur la révision des CDN au niveau national dans le secteur des Déchets en CI	Réalisé	100
	3.3. Climate promise	3.3.1 Étude sur le positionnement stratégique des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) au cœur du relèvement post-Covid-19 de la Côte d'Ivoire	Réalisé	100
Taux (%) de réalisation de la composante 3	100			

Tableau 7 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 4 (Source : Document consultés)

Composante du projet	Produits	Activités	Etat de réalisation	Taux de réalisation
Composante 4 Résultat 4 : Le secteur privé est	4.1 Renforcer les capacités du secteur privé sur l'accès à la finance climatique, le	4.1.1 Elaborer un plan de renforcement des capacités du secteur privé pour un accompagnement sur 2 ans, en collaboration avec le Patronat Ivoirien. Le plan prendra en	Réalisé	100

davantage outillé pour mieux s'impliquer dans la mise en œuvre des NDC	transfert de technologie et la formulation des projets structurants	compte les besoins différenciés des hommes et des femmes entrepreneurs ;		
		4.1.2 Renforcer les capacités sur les changements climatiques (en général), les options de la finance climatique, les transferts de technologies pour le secteur privé et sur la formulation de projets structurants pour une transition verte. Le renforcement de capacité visera aussi bien les hommes que les femmes actives dans le secteur privé.	Réalisé	100
		4.1.3 Elaborer des catalogues sur les mécanismes et les options de financements climatiques, ainsi que les technologies climatiques existantes.	Réalisé	100
		4.1.4 Sélectionner un nombre de projets (3 ou 4) portés par le secteur privé pour une évaluation de la faisabilité technique et financière et pour la mise en relation « match-making » avec des investisseurs potentiels.	Réalisé	100
	4.2 Mettre en place un dispositif de « derisking » (réduction des risques) pour les investissements dans le secteur des énergies renouvelables en Côte d'Ivoire	4.2.1 Concevoir un dispositif de « derisking » pour les investissements dans le secteur des énergies renouvelables, ainsi que les textes réglementaires y afférents	Réalisé	100
		4.2.2 Valider et renforcer les capacités techniques du patronat ivoirien sur les approches innovantes du dispositif de « derisking » pour les investissements dans le secteur des énergies renouvelables	Réalisé	100
	4.3 Mettre en place un système national de Green Bonds	4.3.1 Concevoir et valider un système national de Green Bonds ;	Réalisé	100
		4.3.2 Structurer les greens bonds avec l'appui d'experts juridique et financiers	Réalisé	100

		4.3.3 Élaborer un prospectus pour les greens bonds	Réalisé	100
		4.3.4 Emettre les greens bonds.	Réalise	100
	4.4 Partage d'expérience et la mise en œuvre des synergies sous régionale	4.4.1 Organiser un atelier de partage d'expérience dans une approche de coopération sud-sud entre les patronats de la sous-région pour la mise en œuvre des NDC	Réalisé	100
		4.4.2 Voyage de partage d'expérience dans un pays africain avancé sur la question de l'implication du secteur dans la mise en œuvre des NDC.	Non réalisé	-
Taux (%) de réalisation de la composante 4	92%			

Tableau 8 : Taux de réalisation des résultats attendus de la composante 5 (Source : Document consultés)

Composante du projet	Produits	Activités	Etat de réalisation	Taux de réalisation (%)
Composante 5 : communication autour des activités du NDC pour une meilleure sensibilisation et appropriation du public Résultats 5 : les activités autour des NDC sont communiquées pour une meilleure sensibilisation du public	5.1. Elaborer une stratégie de communication inclusive et un plan d'action en appui à la mise en œuvre des NSC	5.1.1. Faire un diagnostic des stratégies de communication sectorielles existant : y compris leur méthode pour atteindre l'audience féminine	Réalisé	100
		5.1.2. Elaborer et valider la stratégie de communication et un plan d'actions en appui à la mise en œuvre des NDC et prenant en compte la dimension du genre	Réalisé	100
		5.1.3. Elaborer et valider le plan d'action en appui à la mise en œuvre des NDC	Réalisé	100
	5.2. La communication autour de la mise en œuvre du NDC SP est	5.2.1. Concevoir et diffuser différents supports de communication du projet aux parties prenantes (brochures, banner, kakemonos, T-shirt,	Réalisé	100

	assurée	etc.)		
		5.2.2. Assurer de bonnes relations avec les médias à travers les annonces à la presse, communiqué de presse, idée d'article	Réalisé	100
		5.2.3. Assurer l'édition et la diffusion des publications du projet, et partager les produits du projet sur les sites web dédiés aux échanges internationaux pour le développement durable	Réalisé	100
	5.3. Des outils de connaissance et de partage du savoir autour de la mise en œuvre des NDC sont développés et vulgarisés	5.3.1. Concevoir et produire des outils d'information, d'éducation et de connaissance autour de la mise en œuvre des NDC ; les outils seront conçus en tenant compte d'une audience différenciée d'hommes et de femmes	Réalisé	100
		5.3.2. Mettre en place un portail web pour le changement climatique et des actions de mise en œuvre des NDC	Réalisé	100
Taux (%) de réalisation de la composante 5	100			

Tableau 9 : Récapitulatif des taux de réalisation (Source : Document consultés)

Résultat	Composant e 1	Composant e 2	Composant e 3	Composant e 4	Composant e 5	Moyenn e
Taux de réalisation	87,5 %	92 %	100 %	92%	100%	94,3 %

La moyenne des taux d'atteinte des résultats (94,3 %) représente le taux d'atteinte de l'objectif du projet. Plusieurs contraintes ont impacté le taux d'atteinte des résultats et de l'objectif du projet. On notera que le taux d'atteinte de l'objectif du projet a été tiré vers le bas par les composantes 1, 2 et 4 et surtout par la composante 1 avec 87,5 comme taux de réalisation.

4.3.2 Efficacité au niveau de l'atteinte de l'objectif du projet NDC SP Côte d'Ivoire

L'objectif de développement du Projet NDC SP correspond aux priorités du gouvernement ivoirien, du PNUD et des bailleurs et représente toujours le même intérêt pour ces trois institutions. Malgré la perturbation du calendrier d'exécution du projet NDC SP, les interventions du projet ont permis d'atteindre globalement les résultats attendus (94,3%) :

- ✓ **Résultats 1** : La mise en œuvre des NDC est renforcée par l'intégration des changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle (87,5%)
- ✓ **Résultats** : Les capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sont renforcées sur la mise en œuvre des ND (92%)
- ✓ **Résultat 3** : l'Etat de mise en œuvre des NDC est évalué afin de rehausser l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire (100%)
- ✓ **Résultat 4** : Le secteur privé est davantage outillé pour mieux s'impliquer dans la mise en œuvre des NDC (92%)
- ✓ **Résultats 5** : les activités autour des NDC sont communiquées pour une meilleure sensibilisation du public (100%)

Le bilan d'exécution des activités du projet indique que la mise en œuvre du projet a été globalement satisfaisante, malgré les quelques perturbations du calendrier d'exécution, mais surtout de la non-exécution de certaines activités prévues. En se référant à tout ce qui précède, le consultant note que la mise en œuvre du projet, en ce qui concerne le critère d'efficacité, a été très satisfaisante.

4.4. Efficience du projet NDC SP Côte d'Ivoire

L'analyse de l'efficience s'est faite sur la base du niveau de mobilisation des ressources (humaines, matérielles, financières) et du niveau d'exécution du budget.

4.4.1. Efficience du projet au niveau des ressources humaines et matérielles

Le NDC SP a bénéficié de la mutualisation des ressources humaines et matérielles de trois projets (NDC SP, CBIT-FEM, NAP-GCF) logés au sein du PNCC. Cela a permis à la Côte d'Ivoire d'honorer sa part de l'exécution du projet. Il y'a eu donc une synergie entre ces trois projets logés au niveau du PNCC. Les agents du PNCC ont donc été mobilisés pour la gestion efficace et efficiente du NDC SP. Au niveau de la coordination du projet en évaluation, une seule personne était chargée d'assurer la coordination de deux projets (NDC SP et CBIT). Les ressources financières étaient minimisées ; car le projet NDC SP Côte d'Ivoire a mobilisé des salariés du PNCC qui n'ont pas reçu un double salaire.

4.4.2. Efficience du projet au niveau du respect du planning d'exécution

Le calendrier d'exécution du NDC SP a été souvent perturbé par plusieurs événements comme : (i) la situation sanitaire liée à la maladie à CORONAVIRUS (COVID-19) (Janvier à décembre 2021) ; (ii) la fluctuation du calendrier national de révision des NDC, le Dossier Green Boods, le retard de la signature du protocole d'Accord (MoU) entre le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et le Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (Janvier à décembre 2021) ; (iii) les remaniements ministériels (changement du ministre en charge de l'environnement et la restructuration des différentes directions de ce ministère) et par l'organisation de la COP 15. Ces événements ont souvent modifié le chronogramme des différentes activités du NDC SP. En effet, à cause de ces perturbations, le NDC SP qui a démarré 01 Janvier 2019 et qui devrait s'achever le 31 Décembre 2020

continuera jusqu'au 30 juin 2023 afin de boucler l'activité ITMO. Mais les personnes interviewées ont tous reconnu que le changement de la chronologie du plan de travail de bien d'activités n'a pas eu un impact aussi important sur le Projet.

Au regard du récapitulatif, la mission estime que l'efficacité du projet est très satisfaisante.

4.4.3. Efficacité du projet au Niveau d'exécution du budget

Les exécutions budgétaires de 2019, 2020 et 2021 sont respectivement de 18,99%, 47% et 79,59%. On note une hausse au niveau de ce critère. Il en est de même pour le budget alloué au projet qui est passé de 1 450 500USD en 2019 à 1 956 479,36 USD en 2022 avec les financements additionnels obtenus (**Tableau 11**).

Tableau 10 : Récapitulatif de l'évolution des finances du NDC SP sur la période 2019 à 2022 (Source : Documents consultés)

Financements	Année	Budget total en USD	Total des dépenses en USD	Dépense total (% du budget total)
Union européenne + BMZ	2019	1 450 500	275384	18,99
Union européenne + BMZ+ climate promise	2020	1 684 722	8000560	47
Union européenne + BMZ+ + climate promise	2021	1 796 479,36	1429926,28	79,59
Union européenne + BMZ+ + climate promise (Financement ITMOs)	2022	1 956 479,36	-	-

Les budgets alloués à certaines des composantes du projet ont été révisés en cours d'exécution pour tenir compte de certaines contraintes. La lecture du tableau 11 permet de constater qu'il n'y a pas eu de disparité des moyennes des taux d'exécution budgétaire par résultat. Le taux d'exécution budgétaire (79,59% en 2021) est en corrélation avec le taux d'atteinte des résultats et de l'objectif du projet pour la période 2019-2021, ce qui traduit une efficacité satisfaisante. En ce qui concerne le taux d'exécution total, il sera évalué en juin 2023 avec la fin du projet (pendant la rédaction de ce présent rapport, le consultant n'avait pas toutes les données car le NDC SP sera clôturé en 2023).

4.5. Durabilité des résultats du projet, facteurs favorables et défavorable

4.5.1. Durabilité du NDC SP Côte d'Ivoire

L'analyse de la durabilité du NDC SP a été réalisée à deux niveaux. Dans un premier niveau, il a été démontré si les résultats obtenus sont durables et dans un second niveau, l'analyse a porté sur les facteurs favorables et les facteurs défavorables qui pouvaient influencer la durabilité des réalisations, des bénéfices et les résultats qui ont été obtenus par le projet.

Les résultats obtenus permettent d'affirmer que le projet a suscité un changement réel et durable au niveau des acteurs impliqués (MINEDD, PNCC, Ministères, industries, etc.). Les différentes parties prenantes du projet ont une parfaite connaissance des conséquences des changements climatiques au niveau de leurs différentes activités.

L'appréciation positive des bénéficiaires du NDC SP lors des entretiens et la manifestation de cinq (5) communes pour bénéficier d'un plan climat territoriale à l'instar de celui de la région du Bélier laisse entrevoir que le projet aura des retombés durables dans le temps. En effet, sur un total de 22 parties prenantes enquêtés, 100% soutiennent cette durabilité de ce projet.

La mission note que les conditions internationale (les différentes COP, les conventions internationales de lutte contre les changements climatiques, etc.) et nationales (institutionnelles, règlementaires et légales) sont pour la plupart mises en place pour garantir la pérennité des résultats du NDC SP. Cependant, il reste à renforcer certains aspects (connaissance approfondie des facteurs qui contribuent aux changements climatiques au niveau sectoriel, évaluation des contributions d'émission des GES, etc.) en matière d'appropriation par les différents bénéficiaires du projet.

4.5.2. Facteurs favorables à la durabilité du projet NDC SP Côte d'Ivoire

De l'avis du consultant, un certain nombre de facteurs favorables peuvent contribuer à la durabilité des résultats du NDC SP Côte d'Ivoire :

- ✓ le renforcement des capacités : les capacités des acteurs ont été renforcées dans les aspects aussi variés que la prise en compte des changements climatiques dans leurs différentes activités, la finance climatique, la prise en compte du genre dans les projets climats
- ✓ la conscientisation des bénéficiaires et des médias sur l'impact des changements climatiques ;
- ✓ la stratégie du projet : le projet a visé pertinemment plusieurs groupes cibles : les ministères, les collectivités territoriales, les médias, les ONG, etc.

4.5.3. Facteurs défavorables à la durabilité

La mission d'évaluation du NDC SP Côte d'Ivoire a identifié un certain nombre de facteurs qui pourraient impacter la durabilité des résultats du projet :

- ✓ le faible niveau d'appropriation (environ moins de 1%) du projet par certains bénéficiaires (connaissance approfondie des facteurs qui contribuent aux changements climatiques au niveau sectoriel, évaluation des contributions d'émission des GES, etc.) ;
- ✓ l'instabilité socio-politique : l'instabilité socio-politique mettrait les partenaires techniques et financiers dans une sorte de frein à la mobilisation des ressources ;

En somme, le renforcement des capacités institutionnelles et des principaux acteurs permet de penser à la préservation de nombreux acquis.

4.6. Impacts/effet du projet NDC SP Côte d'Ivoire

Le projet NDC SP côte d'Ivoire a eu plusieurs impacts/effet mesurables au niveau des différents bénéficiaires : (i) développement des expertises en matière de finance climatique ; (ii) développement des expertises en matière de prise en compte du genre dans les projets climats ; (iii) développement des expertise dans la prise en compte du changement climatique pendant les projets de développement ; (iv) compréhension des changements climatiques par l'ensemble des acteurs ; (v) la création d'une plateforme pour les question de changement climatique ; (vi) disponibilité de base de données de toutes les études réalisées dans le cadre du NDC SP côte d'Ivoire ; (vii) le renforcement des capacités techniques des différents acteurs est perceptible ; (viii) l'acquisition et la maîtrise de connaissances. Le renforcement de compétences a eu trait aux divers aspects de la prise en compte des changements climatiques dans les projets et l'intégration du genre dans les projets climat. Toutes ls parties prenantes enquêtées (100%) confirment tout ce qui précède. Par rapport à la situation de référence, le

projet NDC SP Côte d'Ivoire a eu un impact général sur les différentes parties prenantes, mais sa consolidation est nécessaire pour en assurer la durabilité. Sur la base de ces constats, le consultant note que le niveau des impacts positif est majeur.

4.7. Transversalité du projet NDC SP Côte d'Ivoire

Pour faciliter la prise en compte du genre dans les différentes activités du NDC SP Côte d'Ivoire, un expert en genre a été recruté et à travaille en synergie avec la cellule genre du PNCC.

Le genre a été pris en compte dans la composante 5 du projet au niveau de l'activité 5.1. (Elaborer une stratégie de communication inclusive et un plan d'action en appui à la mise en œuvre des NDC et plus précisément avec la sous activité 2.1.1. (Faire un diagnostic des stratégies de communication sectorielles existantes, y compris leur méthode pour atteindre l'audience féminine) et la sous activité 2.1.2 (Elaborer et valider la stratégie de communication et un plan d'action e, appui à la mise en œuvre des NDC en prenant en compte la dimension genre).

5. CONCLUSION, RECOMMANDATIONS, LECONS APPRISES ET PERSPECTIVES

5.1. Conclusion

Le NDC SP Côte d'Ivoire cofinancé par l'Union Européenne et le BMZ a débuté avec un financement initial de 1 450 500 USD mais, dans son évolution, il a bénéficié d'autres financements additionnels (climate promise) d'un montant total de 505 979,36 USD. Une étude bibliographique couplée à un ensemble d'entretiens avec les différentes parties prenantes du projet a permis une évaluation sérieuse du NDC SP Côte d'Ivoire. Les documents collectés et les résultats des entretiens montrent que le projet NDC SP Côte d'Ivoire, en considérant les critères d'évaluation (cohérences, efficacité, efficience et durabilité), est globalement satisfaisant.

Cohérence du projet : En se référant aux analyses et aux opinions des différentes parties prenantes du projet NDC SP, la qualité du mécanisme de coordination qui s'observe à travers les principes énoncés et à tous les niveaux de la hiérarchie des objectifs confère au présent projet sa cohérence totale. On retient que le projet était cohérent avec la logique d'intervention et la logique organisationnelle. Le projet appuie les priorités de la Côte d'Ivoire exprimées dans les différents documents de stratégie nationale, sectorielle et territoriale en matière de gestion durable de l'environnement (PND, PNIA, etc.). Il a donc été noté que le projet NDC SP est cohérent avec les besoins exprimés par les différentes parties prenantes en termes de capacités de prise en compte des changements climatiques dans leurs différentes démarches de développement pendant les différentes interviews. Le projet reflète donc les priorités exprimées par les bénéficiaires et par l'Etat ivoirien dans les documents de politiques sectorielles et nationales. Selon les différents acteurs rencontrés, on retient que les objectifs et priorités du NDC SP Côte d'Ivoire s'accordent parfaitement avec leurs besoins. Tous les acteurs interviewés (points focaux des ministères et des services spécialisés et territoriaux, le personnel du PNCC) sur la question ont trouvé les objectifs et les priorités du projet NDC SP Côte d'Ivoire très satisfaisant (90%) et s'accordent parfaitement avec les besoins identifiés. Le NDC SP Côte d'Ivoire de par son objectif général vise à aider la Côte d'Ivoire à renforcer la mise en œuvre de ses NDC de manière inclusive, concertée et en synergie, et à explorer les options pour rehausser les ambitions du pays dans les futures NDC.

Efficacité du projet : La moyenne des taux d'atteinte des résultats (94,3 %) représente le taux d'atteinte de l'objectif du projet. Plusieurs contraintes ont impacté le taux d'atteinte des résultats et de l'objectif du projet. On notera que le taux d'atteinte de l'objectif du projet a été tiré vers le bas par les composantes 1, 2 et 4 et surtout par la composante 1 avec 87,5% comme taux de réalisation. L'objectif de développement du Projet NDC SP Côte d'Ivoire correspond aux priorités du gouvernement ivoirien, du PNUD et des bailleurs et il représente toujours le même intérêt pour ces trois institutions. Malgré la perturbation du calendrier d'exécution du projet NDC SP Côte d'Ivoire, les interventions du projet ont permis d'atteindre globalement les résultats attendus (94,3%).

Efficience du projet : Le NDC SP Côte d'Ivoire a bénéficié de la mutualisation des ressources humaines et matérielles de trois projets (NDC SP, CBIT-FEM, NAP-GCF) logés au sein du PNCC. Cela a permis à la Côte d'Ivoire d'honorer sa part dans l'exécution du projet. Il y'a eu donc une synergie entre ces trois projets logés au sein du PNCC. Les agents du PNCC ont donc été mobilisés pour la gestion efficace et efficiente du NDC SP Côte d'Ivoire. Au niveau de la coordination du projet en évaluation, une seule personne était

chargée d'assurer la coordination de deux projets (NDC SP et CBIT). Les personnes interviewées ont tous reconnu que le changement de la chronologie du plan de travail de bien d'activités n'a pas eu un impact aussi grand sur le Projet. La mission estime donc que l'efficacité du projet est très satisfaisante. Les budgets alloués à certaines des composantes du projet ont été révisés en cours d'exécution pour tenir compte de certaines contraintes. On note qu'il n'y a pas eu de disparité des moyennes des taux d'exécution budgétaire par résultat. Le taux total d'exécution budgétaire (79,59%) est en corrélation avec le taux d'atteinte des résultats et de l'objectif du projet, ce qui traduit une efficacité satisfaisante.

Durabilité des résultats du projet et facteurs favorables et défavorable : L'appréciation positive des bénéficiaires du NDC SP Côte d'Ivoire lors des entretiens et la manifestation de cinq (5) communes pour bénéficier d'un plan climat territoriale à l'instar de celui de la région du Bélier laisse entrevoir que le projet aura des retombés durables dans le temps. La mission note que les conditions internationale (les différentes COP, les conventions internationales de lutte contre les changements climatiques, etc.), et nationales (institutionnelles, règlementaires et légales) sont pour la plupart mises en place pour garantir la pérennité des résultats du NDC SP Côte d'Ivoire. Cependant, il reste à renforcer certains aspects en matière d'appropriation par les différents bénéficiaires du projet.

Impacts/effet du projet : Le projet NDC SP Côte d'Ivoire a eu plusieurs impacts/effet mesurables au niveau des différents acteurs. On peut citer : (i) le développement des expertises en matière de finance climatique, développement des expertises en matière de prise en compte du genre dans les projet climats, développement des expertise dans la prise en compte du changement climatique pendant les projets de développement ; (ii) compréhension des changements climatiques par l'ensemble de acteurs ; (iii) la création d'une plateforme pour les question de changement climatique ; (iv) la disponibilité de base de données de toutes les études réalisées dans le cadre du NDC SP côte d'Ivoire ; (v) le renforcement des capacités techniques des différents acteurs est perceptible ; (vi) l'acquisition et la maîtrise de connaissances. Le renforcement de compétences a eu trait aux divers aspects de la prise en compte des changements climatiques dans les projets et l'intégration du genre dans les projets climat. Par rapport à la situation de référence, le projet NDC SP Côte d'Ivoire a eu un impact général sur les différentes parties prenantes mais sa consolidation est nécessaire pour en assurer la durabilité. Sur la base de ces constats, le consultant note que le niveau des impacts est majeur pour le NDC SP Côte d'Ivoire.

5.2. Recommandations

Pour un bon suivi et une durabilité des acquis (résultats) du projet NDC-SP, après évaluation deux niveaux de recommandons sont formulées : les recommandations d'ordre générale et les recommandations spécifiques.

5.2.1. Recommandations d'ordre général

Les recommandations d'ordre général formulées par le consultant sont :

- ✓ Les initiateurs des projets doivent identifier et associer toutes les parties prenantes dans la phase d'élaboration des projets ;
- ✓ les différents points focaux des projets doivent avoir une connaissance des différentes thématiques développées ;
- ✓ les différents points focaux doivent être intéressés en leur donnant des perdiemes ;

- ✓ les informations concernant les projets doivent parvenir aux différentes parties prenantes au même moment ;
- ✓ le cahier de charge de chaque partie prenante doit être clairement défini avant le début des activités du projet pour permettre une bonne synergie d'action ;
- ✓ le PNUD doit décaisser les fonds des différentes activités dans un délai raisonnable ;
- ✓ le PNUD doit confier la gestion des fonds à la composante nationale et se constituer en un organe de suivi évaluation ;
- ✓ les différents résultats obtenus par les projets doivent être effectivement mises en application dans les différentes régions de la côte d'ivoire ;
- ✓ les différents Ministères doivent se doter des outils performants pour évaluer leurs émissions de GES ;
- ✓ Chaque partie prenante des projets doit se rendre disponible pour la phase d'évaluation de ces projets ;
- ✓ le PNCC doit Elaborer un plan de suivi de la prise en compte des changements climatique au niveau de chaque partie prenantes (Ministères, Secteurs privés ; les collectivités territoriales, etc.) ;
- ✓ le PNCC doit mettre en place des stratégies de suivi des plans climats territoriaux.

5.2.2. Recommandations spécifiques

Les recommandations spécifiques sont :

- ✓ Communiquer et partager les résultats et les bonnes pratiques du projet à l'échelle nationale, régionale et mondiale (Partager l'ensemble des résultats du projet avec le cabinet du MINEDD partenaire de mise en œuvre ; Partager les résultats du projet avec la partie nationale, Partager les résultats du projet à la COP 28
- ✓ Dupliquer le plan climat territorial de la région du Belier qui fut une belle réussite à d'autres régions du pays (Concevoir le plan climat territorial pour cinq (5) régions de la Côte d'Ivoire ; Consultations des collectivités territoriales ; Renforcement des capacités sur les changements climatiques et la finance climat.
- ✓ Renforcer les capacités des acteurs nationaux sur les changements climatiques et la finance climat à travers un plan de formation leur permettant de pérenniser les résultats du projet (Organiser des sessions de renforcement des capacités des acteurs institutionnels, des collectivités territoriales, du secteur privé, des organisation non gouvernementales et de la société civile sur les changements climatiques et la finance climat)
- ✓ Dupliquer l'outil d'intégration des changements climatiques dans les politiques, plans et projets conçu dans le cadre du projet NDC-SP pour le secteur des déchets au secteur de l'énergie (Contribuer au plaidoyer pour engager le Ministère en charge de l'Energie)

En plus de ces recommandations, la mission d'évaluation finale du NDC SP Côte d'Ivoire s'est rendue compte que le secteur Energie n'a pas participé à la duplication de l'outil d'intégration des changements climatiques dans les politiques, plans et projets alors que c'est un secteur qui contribue fortement à l'émission de gaz à effet de serre, responsable des changements climatiques. Le consultant recommande donc au PNCC de rattraper ce manquement et demande au ministère en charge de ce secteur de se rendre disponible pour cette mission.

5.3. Leçons apprises

Les leçons apprises de la mise en œuvre du NDC SP qui pourrait servir pour d'autres projets similaires se présentent comme suit :

- ✓ le couplage des consultants internationaux à des consultants nationaux a permis d'assurer le renforcement du transfert de compétences internationales vers les compétences nationales ;
- ✓ le renforcement de la coopération avec les faitières des collectivités territoriales a été un facteur de succès pour passer à l'échelle locale sur la mise en œuvre des actions de lutte contre les changements climatiques ;
- ✓ la mise en place d'une plateforme Genre et Climat a été un facteur de succès d'intégration du Genre dans les actions de lutte contre les Changements Climatiques (exemple, comment prendre en compte le Genre ? comment suivre les impacts sur le Genre ?, etc.) ;
- ✓ les options de consultations et de réunions électroniques ont été amplifiées depuis l'apparition de la pandémie COVID-19 ;
- ✓ la collaboration avec tous les PTF qui appuient la révision des NDC a renforcé la capacité des projets climat à développer une approche collaborative et inclusive de toutes les opportunités techniques sur les NDC ;
- ✓ la collaboration avec la plateforme de concertation Etat-Secteur privé a contribué à une meilleure visibilité sur les besoins spécifiques du secteur privé par rapport au climat.

5.4. Bonnes pratiques

Concernant les bonnes pratiques, la mission note la mutualisation des ressources humaines et matérielles au PNCC pour l'atteinte des objectifs du CDN SP Côte d'Ivoire.

5.5. Perspectives

Au terme de l'évaluation finale du NDC SP Côte d'Ivoire et en références à tous les résultats obtenus, les perspectives qui s'ouvrent sont entre autres : (i) l'accompagnement pour la mise en œuvre des NDC révisés et (ii) le Projet avec le GEF pour accompagner un plus grand nombre de région à avoir leur plan climat territoriale.

6. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Document DE projet NDC SP Côte d'Ivoire, 65p
- UNDP REGIONAL PROGRAMME FOR AFRICA. RAPPORT TRIMESTRIEL (Q4), 13p
- Première réunion du comité de pilotage conjointe des projets NAP-GCF, CBIT-FEM et NDC SP de la session 2020, rapport final, 18 p
- Compte rendu – comité locale d'examen des projets (CLEP) « NDC Support Programme en Côte d'Ivoire, 3p
- Première réunion du comité de pilotage conjointe des projets NAP-GCF, CBIT-FEM et NDC-SP de la session 2021, rapport 13p
- Deuxième réunion du comité de pilotage conjointe des projets NAP-GCF, CBIT-FEM et NDC-SP de la session 2021, rapport 16p
- Projet NDC SUPPORT PROGRAMME en Côte d'Ivoire, rapport de l'atelier de validation du rapport de l'étude sur le développement des critères et indicateurs climatiques et sensibles au genre pour l'élaboration des plans nationaux quinquennaux de développement (PND), 13 p
- NGARYAMNGAYE Semingar, Dr COULIBALY Mamadou (2019), Développement des critères et indicateurs climatiques sensibles au genre pour l'élaboration des Plans Nationaux quinquennaux de Développement (PND), rapport final, 42p
- Atelier de consultation des parties prenantes relativement aux outils d'intégration du secteur des déchets dans la planification nationale du projet NDC SUPPORT PROGRAMME, rapport, 12p
- Atelier de formation des acteurs clés du secteur des déchets sur le guide méthodologique d'intégration des changements climatiques dans la planification du développement du secteur déchets, rapport, 18p
- Rapport du diagnostic de l'intégration des changements climatiques dans la planification du développement du secteur déchets, rapport, 52p
- Atelier de formation des cadres des ministères et structures étatiques sur l'identification et la formulation de projets structurants alignés sur les exigences de la finance climatique, ainsi que toutes les opportunités nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques. RAPPORT. 18 P
- Marcel FODJO (2020), Identification et collecte des besoins en renforcement des capacités des Ministères et structures étatiques, à intégrer dans un plan quinquennal de formation du secteur public sur les NDC et les orientations internationales sur le climat, rapport, 70p.

- Compte rendu de l'atelier de formation sur la finance climatique de l'équipe du programme national de lutte contre les changements climatiques (PNCC). Rapport. 14p
- Sessions de formation de l'équilibre du programme national de la lutte contre le changement climatique (PNCC) des projets selon la finance climatique, afin d'accompagner au quotidien les acteurs nationaux. Rapport 4p
- Atelier de formation des cadres des ministères et structures étatiques sur l'identification et la formulation de projets structurants alignés sur les exigences de la finance climatique, ainsi que toutes les opportunités nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques. Rapport 7p
- Etude diagnostic sur le niveau d'intégration des changements climatiques dans la planification locale. Rapport. 72. P
- Rapport d'étude diagnostique : Ligne directrice pour un système socio-agro-économique de production, Rapport. 136p
- Région du Bélier plan climat région, Guide méthodologique. Rapport. 34p
- Atelier de réflexion et de validation du rapport diagnostic et du plan climat territorial (PCT) de la région du BELIER. Rapport. 20p
- Atelier de lancement officiel, de diagnostic local et d'identification des axes prioritaires dans le cadre de l'élaboration du plan climat territorial (PCT) de la région du BELIER. Rapport. 15. P
- Région du Bélier diagnostic climat, Document définitif. Rapport. 82p
- Région du Bélier plan climat Territorial. Rapport, 128p
- Rapport de formation des cadres des collectivités territoriales (Hommes et femmes) sur l'identification et la formulation de projets structurants alignés sur les exigences de la finance climatique , ainsi que toutes les opportunités nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques, Rapport, 6p
- Elaboration d'une stratégie nationale genre et changement climatiques en appui a la mise en œuvre des NDC de Côte-d'Ivoire. Rapport, 16p
- Atelier de renforcement des capacités des acteurs nationaux sur l'application de la stratégie national genre et changement climatiques (SNGCC). Rapport, 6p
- Compte rendu de l'atelier de validation de la stratégie national genre et changement climatiques, assorti d'un plan d'action. Rapport. 7p
- Atelier de renforcement des capacités journaliste et professionnels des médias sur les actions en faveur de la lutte contre les changements climatiques et autour des activités de la plateforme genre et changement climatiques. Rapport. 18p

- Rapport de session de renforcement des renforcements des journalistes et professionnels des médias (Hommes Femmes) sur la finance climatique et les outils d'intégration du genre dans les productions de la communication. 14. P
- Atelier de renforcement des capacités des slameurs sur les changements climatiques pour une communication durable de l'action climatique, Rapport. 17p
- Atelier de renforcement des capacités des slameurs sur les changements climatiques pour une communication durable de l'action climatique, Rapport. 6p
- Rapport de l'atelier de renforcement des capacités du collectif des artistes engagés pour la lutte contre les changements climatiques, Rapport, 6p
- Cérémonie de présentation officielle de l'œuvre musicale et di collectif des artistes engagés pour l'action climatique au concert de l'environnement, Rapport. 3p
- Rapport d'Atelier de renforcement des capacités du collectif des artistes engagés pour la lutte contre les changements climatiques, Rapport. 10p
- Atelier de renforcement des capacités du collectif des artistes engagés pour la lutte contre les changements climatiques, Rapport, 4p
- Compte rendu de l'atelier de validation des rapports de l'état des lieux de la mise en œuvre des NDC de la Côte d'Ivoire pour les volets atténuation et adaptation, lancement technique de la révision du volet adaptation des NDC, Rapport, 11p
- Etat des lieux de la mise en œuvre des NDC de la Côte-d'Ivoire : Volet Adaptation aux changements climatiques. Rapport .4p
- Etat des lieux de la mise en œuvre des NDC de la Côte-d'Ivoire : Volet Adaptation aux changements climatiques. Rapport. 66p

7. ANNEXES

7.1. Annexe 1 : TDR pour l'évaluation.

Projet : CIV10-000112399 "NDC Support Programme en Côte d'Ivoire"

RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET NDC SUPPORT PROGRAMME CÔTE D'IVOIRE

TERMES DE REFERENCE

NB : le style masculin utilisé dans ces termes de référence ne se réfère pas à une sélection masculine, mais plutôt à une simplification de la rédaction de ces termes de référence. Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

1. INTRODUCTION

Conformément aux politiques et procédures de suivi et d'évaluation du PNUD, tous les projets de lutte contre les changements climatiques de taille moyenne et de grande envergure doivent faire l'objet d'évaluation finale. Ces Termes de Référence (TdR) définissent les attentes pour l'évaluation finale du projet NDC SUPPORT PROGRAMME CÔTE D'IVOIRE financé par l'Union Européenne, le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), la Promesse climatique du PNUD. Le projet a été lancé le 1^{er} janvier 2019 et est à sa troisième année de mise en œuvre.

2. HISTORIQUE ET CONTEXTE DU PROJET

La Côte d'Ivoire, à l'instar de la majorité des pays en développement, est très vulnérable aux impacts des changements climatiques. C'est un pays situé dans la zone intertropicale, au bord du golfe de Guinée et couvrant une superficie de 322 462 km². En 2014, la population ivoirienne était de 22 671 331 habitants dont 50,3% en milieu rural. Le taux d'accroissement moyen annuel et le taux d'urbanisation sont respectivement de 2,6% et de 49,7%. La Côte d'Ivoire est exposée à l'érosion côtière au niveau de son littoral. L'extrême Nord qui fait frontière avec le Mali et le Burkina porte déjà les stigmates de la désertification. La couverture forestière du pays est passée de 37% en 1960 à moins de 14% en 2010. Le taux de déforestation moyen est passé de 1,5%/an entre 1900 et 1980 à près de 3,5%/an entre 1980 et 2008. Cette perte de forêt est principalement due à une agriculture extensive pilier de son économie qui contribue à près d'un quart (1/4) au Produit Intérieur Brut (PIB) et emploie les deux tiers (2/3) de la population active. Le pays est premier producteur et exportateur mondial de cacao, représentant près de 40% des revenus d'exportation.



6

Conformément à l'Accord de Paris, la Côte d'Ivoire a soumis ses Contributions Déterminées au niveau National (NDC), avec des objectifs de réduction des émissions de GES de 28% à l'horizon 2030. Cependant, la mise en œuvre de ses NDC rencontre plusieurs défis majeurs parmi lesquels une absence de cadre de transparence, ainsi que la nécessité d'explorer toutes les options pour rehausser les efforts de réduction dans les futurs NDC, en impliquant davantage le secteur privé. Ces défis sont dus à plusieurs facteurs tels que : (1) la méconnaissance, l'incompréhension et la faible vulgarisation des ambitions de la Côte d'Ivoire sur le climat, (2) l'insuffisance de prise en compte des questions de genre en matière de changement climatique, (3) la faible prise en compte des changements climatiques dans la planification nationale, sectorielle et régionale, et (4) la faible implication du secteur privé.

Pour faire face aux contraintes à la mise en œuvre efficace des NDC, le pays bénéficie de l'appui du NDC Support Programme (NDC-SP) du PNUD à travers le projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire qui vise à relever les différents défis et obstacles auxquels le pays est confronté, en créant un environnement propice à l'exécution des NDC et à la préparation des futures NDC plus ambitieuses comme l'exige l'Accord de Paris sur le climat. Au terme du projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire, le pays aura : (i) intégré les changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle pour une mise en œuvre optimale des NDC ; (ii) renforcé les capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sur la mise en œuvre des NDC ; (iii) évalué l'état de mise en œuvre des NDC afin de rehausser l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire ; (iv) outillé et renforcé l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre des NDC ; (v) communiqué autour des activités des NDC pour une meilleure sensibilisation et appropriation du public.

La mise en œuvre du projet a permis d'obtenir des avancées, entre : un (01) rapport d'étude diagnostique des critères et indicateurs (sectoriels et intersectoriels) existant qui servent à l'élaboration du Plan National de Développement et des indicateurs climatiques complémentaires tenant compte du genre ; un (01) rapport d'étude d'identification des besoins en renforcement des capacités des acteurs du secteur public et du secteur privé ; un (01) document de Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (SNGCC) de la Côte d'Ivoire, assortie d'un plan d'actions quinquennal et la mise en place d'une plateforme nationale Genre et Changements Climatiques, un (01) rapport diagnostic de mise en œuvre des NDC au niveau des 4 secteurs clés de l'atténuation (Énergie, Agriculture, Forêt et Déchets) et des 11 secteurs prioritaires ; Un (01) outil d'intégration des changements climatiques dans les Politiques, Plans et Projets dans le domaine de l'Agriculture, à d'autres secteurs clés (Énergie et Déchets) ; un (01) Plan Climat Territorial (PCT) inclusif développé pour la région du Béliér couplé à un diagnostic climatique de la région et à un plan d'investissement ; un (01) guide méthodologique de bonnes pratiques portant sur l'élaboration du Plan Climat Territorial (PCT) en Côte d'Ivoire a été développé ; un (01) rapport de révision des NDC au niveau du secteur Déchet ; un (01) Plan de Communication en appui à la mise en œuvre des NDC a été élaboré et un (01) site web consacré aux NDC de Côte d'Ivoire.

Au terme du projet, une évaluation finale s'avère nécessaire en vue d'examiner le degré des principales réalisations par rapport aux résultats attendus et les progrès réalisés. De même, elle permettra de voir dans quelle mesure l'appui apporté a permis de relever les différents défis et obstacles liés à la mise en œuvre des NDC auxquels le pays est confronté et de savoir si un environnement favorable a été créée pour la préparation de futures NDC plus ambitieuses conformément à l'Accord de Paris. Aussi, cette évaluation permettra également de mobiliser des ressources additionnelles pour une autre initiative similaire.



7

Modalités de gouvernance et de gestion

Le projet est mis en œuvre selon la Modalité d'Exécution Nationale (NIM) du PNUD, conformément aux directives du NIM approuvées par le PNUD et le Gouvernement de la Côte d'Ivoire.

Le partenaire d'exécution de ce projet est le ministère de l'environnement et du développement durable (MINEDD) par le biais du Programme national de changement climatique (PNCC). Le partenaire d'exécution est responsable de la gestion de ce projet, y compris le suivi et l'évaluation des interventions du projet, la réalisation des résultats du projet et l'utilisation efficace des ressources du PNUD. Le PNCC du MINEDD est appuyé par le bureau pays du PNUD conformément à l'Accord type d'assistance de base et au document de programme pays du PNUD.

3. OBJECTIF DE L'EVALUATION FINALE

Le rapport évaluera la réalisation des résultats du projet **NDC SUPPORT PROGRAMME CÔTE D'IVOIRE** par rapport à ce qui était attendu et tirera des leçons qui peuvent à la fois améliorer la durabilité des avantages du projet et contribuer à l'amélioration globale de la programmation du PNUD. Le rapport favorisera la responsabilisation et la transparence et évaluera l'étendue des réalisations du projet.

Sous la responsabilité du Directeur pays du PNUD et la supervision du coordonnateur du projet en lien avec la Programme National Changements Climatiques du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), le Consultant- aura à mener une évaluation finale du Projet « NDC Support Programme en Côte d'Ivoire ». Cet exercice, effectué suivant les critères d'évaluation ci-après, devra permettre de collecter les données quantitatives et qualitatives en lien avec les résultats escomptés afin d'apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la durabilité du projet ainsi que la prise en compte du genre.

Les objectifs de cette évaluation sont de :

- Faire le bilan de la mise en œuvre du projet, et des résultats atteints à la fin du projet par rapport aux Prévisions ;
- Analyser les changements obtenus sur les bénéficiaires ;
- Evaluer le cadre partenarial/ le niveau d'implication et de participation des partenaires étatiques (Services techniques, Direction, ministères, etc.) ;
- Apprécier la théorie de changement du projet ;
- Apprécier la prise en compte du genre dans la mise en œuvre du projet et les résultats atteints ;
- Evaluer les forces, les faiblesses et les contraintes liées à la mise en œuvre du Projet ;
- Analyser les facteurs qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des résultats ;
- Documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques ;
- Sur la base des points ci-haut, formuler des recommandations appropriées et les conditions de reproductibilité du projet.



4. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION FINALE DU PROJET

Le rapport d'évaluation finale doit fournir des informations factuelles crédibles, fiables et utiles. Le/la consultant(e) examinera toutes les sources d'informations pertinentes, y compris les documents préparés au cours de la phase de préparation (c'est-à-dire le PIF, le plan de lancement du PNUD, la procédure de sélection sociale et environnementale du PNUD/SESP), le document de projet, les rapports de projet, y compris, les révisions du budget du projet, les enseignements tirés rapports, documents stratégiques et juridiques nationaux et tout autre matériel que l'équipe juge utile pour cette évaluation fondée sur des données probantes.

Le/la consultant(e) doit suivre une approche participative et consultative assurant un engagement étroit avec l'équipe de projet, les homologues gouvernementaux, les partenaires d'exécution, le bureau pays du PNUD, le conseiller technique régional, les bénéficiaires directs et d'autres les parties prenantes.

L'engagement des parties prenantes est vital pour une évaluation finale réussie. La participation des parties prenantes doit inclure des entretiens avec les parties prenantes qui exercent des responsabilités dans la conduite du projet, mais sans s'y limiter.

La conception et la méthodologie spécifiques de l'évaluation finale doivent émerger des consultations entre le/la consultant(e) et les parties susmentionnées concernant ce qui est approprié et faisable pour atteindre les objectifs de l'évaluation et répondre aux questions d'évaluation. Le/la consultant(e) doit utiliser des méthodologies et des outils sensibles au genre et s'assurer que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que d'autres questions transversales et les ODD sont intégrés dans le rapport d'évaluation finale.

L'approche méthodologique finale, y compris le calendrier des entretiens, les visites sur le terrain et les données à utiliser dans l'évaluation, doit être clairement décrite dans le rapport initial de l'évaluation et être pleinement discutée et convenue entre le PNUD, les parties prenantes et le/la consultant(e). Ainsi, Le/la consultant(e) pourra utiliser des questionnaires, des visites sur le terrain et des entretiens, mais le/la consultant(e) doit être en mesure de réviser l'approche en consultation avec le responsable de l'évaluation et les principales parties prenantes.

Le rapport final doit décrire l'approche complète adoptée et la justification de l'approche en explicitant les hypothèses sous-jacentes, les défis, les forces et les faiblesses concernant les méthodes et l'approche de l'évaluation

Cet exercice devra permettre de collecter les données quantitatives et qualitatives en lien avec les résultats escomptés ou non afin d'apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité du projet ainsi que la prise en compte du genre.

5. PORTÉE DÉTAILLÉE DE LA MISSION D'ÉVALUATION FINALE DU PROJET NDC SUPPORT PROGRAMME CÔTE D'IVOIRE

La mission évaluera la performance du projet par rapport aux attentes, le cadre de résultats (voir l'annexe A des TdR). Celle-ci évaluera les résultats selon les critères les pour l'évaluation finale des projets mise en œuvre par le PNUD. Le rapport d'évaluation devrait détailler et inclure les aspects du projet à couvrir par la mission, le calendrier et les principaux problèmes rencontrés. La section Conclusions du rapport d'évaluation couvrira les sujets énumérés ci-dessous. Un aperçu complet du rapport d'évaluation et son contenu est fourni dans l'annexe C. des TdR.



i. **Conception / formulation de projet**

- Priorités nationales et dynamisme des pays
- Théorie du changement
- Égalité des sexes et autonomisation des femmes
- Sauvegardes sociales et environnementales
- Analyse du cadre de résultats: logique et stratégie du projet, indicateurs
- Hypothèses et risques
- Enseignements tirés d'autres projets pertinents (par exemple, même domaine d'intervention) incorporés dans la conception du projet
- Participation prévue des parties prenantes
- Liens entre le projet et d'autres interventions au sein du secteur
- Modalités de gestion

ii. **La mise en œuvre du projet**

- Gestion adaptative (modifications de la conception du projet et des résultats du projet pendant la mise en œuvre)
- Participation réelle des parties prenantes et accords de partenariat
- Financement de projet et cofinancement
- Suivi et évaluation: conception à l'entrée (*), mise en œuvre (*) et évaluation globale du S&E (*)
- Agence d'exécution (PNUD) (*) et agence d'exécution (*), supervision / mise en œuvre et exécution globales du projet (*)
- Risque de gestion, y compris les normes sociales et environnementales

iii. **Résultats du projet**

- Évaluer l'atteinte des résultats par rapport aux indicateurs en faisant rapport sur le niveau de progrès pour chaque objectif et indicateur de résultat au moment de l'ET et en notant les réalisations finales
- Pertinence (*), efficacité (*), efficience (*) et résultat global du projet (*)

➤ **Pertinence**

- L'objectif du projet s'aligne-t-il sur les priorités du gouvernement et des communautés locales ?
- L'objectif du projet s'inscrit-il dans les priorités nationales en matière d'environnement et de développement ?
- Le concept du projet est-il issu des parties prenantes locales ou nationales, et/ou les parties prenantes concernées ont-elles été suffisamment impliquées dans le développement du projet ?
- L'objectif du projet correspond-il aux priorités stratégiques du FEM ?
- Le projet était-il conforme aux priorités et stratégies du PNUD pour la Côte d'Ivoire ?
- L'objectif du projet soutient-il la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique ? Autres Accords pertinents ?



➤ **Efficacité**

- Les objectifs du projet sont-ils susceptibles d'être atteints ? Dans quelle mesure sont-ils susceptibles d'être atteints ?
- Quels sont les facteurs clés qui contribuent à l'atteinte des résultats ou à la sous-performance du projet ?
- Quels sont les principaux risques et obstacles qui subsistent pour atteindre l'objectif du projet et générer des avantages environnementaux ?
- Les hypothèses clés et les facteurs d'impact pertinents pour la réalisation des avantages environnementaux mondiaux sont-ils susceptibles d'être atteints ?
- Les extrants prévus ont-ils été atteints ? Ont-ils contribué aux effets du projet ?
- Les effets escomptés sont-ils susceptibles d'être atteints ? Les effets sont-ils susceptibles de contribuer à la réalisation de l'objectif du projet ?
- Les résultats au niveau de l'impact sont-ils susceptibles d'être atteints ? Sont-ils susceptibles d'être à une échelle suffisante pour être considérés comme des avantages environnementaux mondiaux ?

➤ **Efficience**

- Le projet a-t-il un bon rapport coût-efficacité ?
- Les dépenses sont-elles conformes aux normes et standards internationaux ?
- L'approche de mise en œuvre du projet est-elle efficace pour atteindre les résultats prévus du projet ?
- La mise en œuvre du projet a-t-elle été retardée ? Si oui, cela a-t-il affecté l'atteinte des résultats ?
- Quelle est la contribution du cofinancement à la mise en œuvre du projet ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il mobilisé des ressources additionnelles ?

➤ **Cohérence**

- Dans quelle mesure le projet est compatible avec d'autres interventions menées au sein du PNUD et des autres partenaires ? Quelles ont été les synergies développées ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il respecté les normes et critères internationaux pertinents auxquels le PNUD a adhéré ?
- Y-a-t-il d'autres interventions de d'autres organisations/structures dans le même domaine d'intervention ? Quelles ont été les actions de complémentarité avec ces interventions ?
- Dans quelle mesure le projet a apporté une valeur ajoutée tout en évitant le chevauchement d'activités avec d'autres projets internes ou externes ?

➤ **Effets/impacts**

Le/La Consultant(e) évaluera aux plans qualitatifs et, dans la mesure du possible, quantitatifs l'impact indicatif des activités réalisées jusqu'à présent dans le cadre des cinq (05) résultats du projet. Elle s'appuiera pour ce faire sur le cadre logique du document de projet mais pourra, le cas échéant, suggérer d'autres éléments de mesure qu'elle jugera plus pertinents. Une attention particulière sera portée à l'analyse des rapports de terrain d'identification des besoins, des rapports de fin d'activités des partenaires opérationnels de mise en œuvre des activités du projet.

- Durabilité : financière (*), sociopolitique (*), cadre institutionnel et gouvernance (*), environnementale (*), probabilité globale de durabilité (*)



6. PLAGES DE TEMPS

La durée totale de la mission d'évaluation finale de projet sera d'environ (30 jours ouvrables). Le calendrier provisoire de l'évaluation est le suivant :

Plage de temps	Activité
28/03/2022	Clôture des offres
19/04/2022	Sélection du/de la consultant (e) d'évaluation finale de projet
11/05/2022	Période de préparation pour le/la consultant (e) d'évaluation finale de projet (remise de la documentation)
18/05/2022	Examen des documents et préparation du rapport initial de d'évaluation finale de projet
25/05/2022	Finalisation et validation du rapport initial d'évaluation finale de projet ; démarrage de la mission d'évaluation finale de projet
08/06/2022	Mission d'évaluation finale de projet : réunions des parties prenantes, entretiens, visites de terrain, etc.
15/06/2022	Réunion de récapitulation de la mission et présentation des premiers résultats ; première fin de la mission d'évaluation finale de projet
20/06/2022	Préparation du projet de rapport d'évaluation finale de projet
24/06/2022	Diffusion du projet de rapport d'évaluation finale de projet pour commentaires
27/06/2022	Incorporation des commentaires sur le projet de rapport d'évaluation finale de projet dans la piste d'audit et finalisation du rapport d'évaluation finale de projet
(Date)	Préparation et émission de la réponse du projet
(Date)	Atelier de validation et de clôture avec les parties prenantes (facultatif)
30/06/2022	Date prévue d'achèvement complet du d'évaluation finale de projet

Les options de visites sur site doivent être fournies dans le rapport initial d'évaluation finale de projet.

➤ Durabilité

- Dans quelle mesure les résultats du projet sont-ils susceptibles de dépendre d'un soutien financier continu ? Quelle est la probabilité que les ressources financières nécessaires soient disponibles pour soutenir les résultats du projet une fois l'assistance des PTFs terminée ?
- Les parties prenantes concernées ont-elles ou sont-elles susceptibles d'atteindre un niveau adéquat d'appropriation des résultats, pour garantir que les avantages du projet sont maintenus ?
- Les parties prenantes concernées ont-elles la capacité technique nécessaire pour s'assurer que les acquis du projet soient maintenus ?
- Dans quelle mesure les résultats du projet dépendent-ils de facteurs sociopolitiques ?
- Dans quelle mesure les résultats du projet dépendent-ils des questions relatives aux cadres institutionnels et à la gouvernance ?
- Existe-t-il des risques environnementaux susceptibles d'affecter négativement les impacts futurs du projet et les avantages environnementaux mondiaux ?

➤ Égalité des sexes et autonomisation des femmes

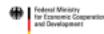
- Comment le projet a-t-il contribué à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes ?
- De quelles manières les résultats du projet en matière de genre ont-ils progressé ou contribué aux effets du projet en matière de biodiversité ?

➤ Questions transversales

- Comment les effets sur les populations locales ont-ils été pris en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet ?

iv. Principales constatations, conclusions, recommandations et leçons apprises

- Le/la consultant (e) inclura un résumé des principales conclusions du rapport d'évaluation. Les résultats doivent être présentés comme des déclarations de fait fondées sur l'analyse des données.
- La section sur les conclusions sera rédigée à la lumière des résultats. Les conclusions doivent être des déclarations complètes et équilibrées, bien étayées par des preuves et logiquement liées aux constatations de l'évaluation finale. Ils doivent mettre en évidence les forces, les faiblesses et les résultats du projet, répondre aux questions clés de l'évaluation et fournir des informations sur l'identification et / ou les solutions aux problèmes importants ou aux questions pertinentes pour les bénéficiaires du projet, le PNUD, y compris les questions liées au genre.
- Les recommandations devraient fournir des recommandations concrètes, pratiques, réalisables et ciblées destinées aux utilisateurs visés de l'évaluation sur les actions et décisions à prendre. Les recommandations doivent être spécifiquement étayées par des preuves et liées aux constatations et aux conclusions relatives aux questions clés abordées par l'évaluation.
- Le rapport d'évaluation finale devrait également inclure les leçons qui peuvent être tirées de l'évaluation, y compris les meilleures pratiques pour aborder les questions liées à la pertinence, à la performance et au succès qui peuvent fournir les connaissances acquises à partir de la circonstance particulière (méthodes programmatiques et d'évaluation utilisées, partenariats, levier financier, etc.)



7. LIVRABLES DE LA MISSION D'ÉVALUATION FINALE DE PROJET

#	Livrable	Description	Horaire	Responsabilités
1	Rapport de lancement de l'évaluation finale de projet	Le/la consultant (e) d'évaluation finale de projet clarifie les objectifs, la méthodologie et calendrier de la mission	Au plus tard 2 semaines avant la mission : (par Date)	Le/la consultant (e) soumet le rapport de démarrage à l'unité de gestion de projet
2	Présentation	Constatations initiales	Fin de la mission : (par date)	Le/la consultant (e) présente à l'unité de mise en service et à la gestion de projet
3	Projet de rapport d'évaluation finale de projet	Projet de rapport complet (en utilisant les lignes directrices sur le contenu du rapport dans l'annexe des TdR C) avec annexes	Dans les 3 semaines suivant la fin de la mission : (par date)	Le/la consultant (e) soumet le rapport de la mission à l'unité de mise
5	Rapport final + Audit Trail	Rapport final révisé et piste d'audit dans laquelle le rapport détaille comment tous les commentaires reçus ont (et n'ont pas) été traités dans le rapport final	Dans la semaine suivant la réception des commentaires sur le projet de rapport : (par date)	Le/la consultant (e) soumet les deux documents à l'unité de mise en service

8. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

La responsabilité principale de la gestion de l'évaluation² incombe à l'Unité de mise en œuvre du projet. L'Unité de mise en service engagera les évaluateurs et veillera à fournir en temps voulu des indemnités journalières et des arrangements avec le/la consultant (e) pour fournir tous les documents pertinents, organiser des entretiens avec les parties prenantes et organiser des visites sur le terrain.

9. PROFIL DU CONSULTANT

Le/la consultant-e devra répondre aux exigences suivantes :

- Justifier d'une formation BAC+5 en science de l'Environnement et/ou des Changements climatiques, en sciences sociales, sciences économiques et/ou de l'Environnement, ou tout domaine équivalent ;
- Avoir au moins 05 années d'expérience dans la conduite d'évaluation externe de projet/programme en lien avec l'Environnement et/ou les Changements Climatiques ;
- Expérience récente des méthodologies d'évaluation de la gestion axée sur les résultats ;
- Expérience de l'application d'indicateurs SMART et de la reconstruction ou de la validation de scénarios de base ;
- Avoir une bonne connaissance des NDC de la Côte d'Ivoire ;

² Tous les rapports finaux seront évalués de qualité par le Bureau indépendant d'évaluation du PNUD (BIE). Les détails de l'évaluation de la qualité des évaluations décentralisées par le BIE se trouvent à la section 6 des Directives d'évaluation du PNUD-50

³ Accès à : <http://web.undp.org/evaluation/guideline/section-6.shtml>



15

- Avoir à son actif au moins trois rapports d'évaluation externe de projets dont 02 rapports d'évaluation de projet dans le domaine de l'Environnement et/ou des Changements Climatiques ;
- Avoir une bonne connaissance de la politique planification de la Côte d'Ivoire (chaîne Properstive, Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi & Evaluation) ;
- Avoir une connaissance de la question genre ;
- Connaissance du secteur privé ivoirien ;
- Disposer d'une excellente capacité d'analyse de synthèse, de rédaction et une compétence avérée en rédaction scientifique, en communication orale et écrite ;
- Observer une indépendance vis-à-vis des parties impliquées ;
- Avoir une bonne capacité de communication ;
- Une expérience en évaluation / examen de projets au sein du système des Nations Unies sera considérée comme un atout.

10. ÉTHIQUE DE L'ÉVALUATEUR

Le consultant sera tenu de respecter les normes éthiques les plus élevées et est tenue de signer un code de conduite lors de l'acceptation de la mission. Cette évaluation sera menée conformément aux principes énoncés dans les « Directives éthiques pour l'évaluation » du GNUJ. L'évaluateur doit protéger les droits et la confidentialité des fournisseurs d'informations, des personnes interrogées et des parties prenantes grâce à des mesures visant à garantir le respect des codes juridiques et autres codes pertinents régissant la collecte de données et la communication des données. L'évaluateur doit également assurer la sécurité des informations collectées avant et après l'évaluation et les protocoles pour garantir l'anonymat et la confidentialité des sources d'informations là où cela est attendu.

11. CALENDRIER DE PAIEMENT⁴

- Paiement de 20% à la livraison satisfaisante du rapport final de lancement et approbation par l'unité de mise en service
- Paiement de 40% après remise satisfaisante du projet de rapport à l'unité de mise en service
- Paiement de 40% lors de la livraison satisfaisante du rapport final et de l'approbation par l'unité de mise en service et la livraison de la piste d'audit remplie

Critères d'émission du paiement final de 40% S1

- Le rapport final comprend toutes les exigences décrites dans le mandat et est conforme aux directives.
- Le rapport final est clairement rédigé, organisé de manière logique et est spécifique à ce projet (c'est-à-dire que le texte n'a pas été copié et collé à partir d'autres rapports d'examen à mi-parcours).
- L'Audit Trail comprend les réponses et la justification de chaque commentaire répertorié.

⁴ S1 L'Unité de Gestion du Projet est tenue d'émettre des paiements à le/la consultant (e) dès que les conditions des TdR sont remplies. S'il y a une discussion en cours concernant la qualité et l'exhaustivité des livrables finaux qui ne peuvent pas être résolus entre l'unité de mise en service le/la consultant (e), le conseiller régional en S&E et la direction du fonds vertical seront consultés. Si nécessaire, la haute direction de l'Unité de mise en service, l'Unité des services d'achat et le Bureau d'appui juridique seront également avisés afin qu'une décision puisse être prise sur l'opportunité de retenir ou non le paiement de tout montant qui pourrait être dû au ou aux évaluateurs ou résilier le contrat et / ou retirer l'entrepreneur individuel de toute liste applicable. Voir la politique des contrats individuels du PNUD pour plus de détails: https://pop.undp.org/_layouts/15/WopiFrame.aspx?sourcecode=UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/Public/PSU_Individual%20Contrat_act_Individual%20Contract%20Policy.docx & action = par défaut



12. PROCESSUS DE DEMANDE⁵

(Ajustez cette section si une liste approuvée sera utilisée)

Présentation recommandée de la proposition :

- a) **Lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité** en utilisant le [modèle](#)⁵³ fourni par le PNUD;
- b) **CV** et un formulaire d'historique personnel ([Formulaire P11](#)⁵⁴);
- c) Brève description de l'approche du travail / proposition technique expliquant pourquoi la personne se considère comme la personne la plus appropriée pour la mission, et proposition de méthodologie sur la manière dont elle abordera et terminera la mission; (maximum 1 page)
- d) **Proposition financière** qui indique le prix total du contrat fixe tout compris et tous les autres coûts liés au voyage (tels que le billet d'avion, l'indemnité journalière, etc.), appuyés par une ventilation des coûts, selon le modèle joint au [Modèle de lettre de confirmation d'intérêt](#). Si un candidat est employé par une organisation / entreprise / institution et qu'il s'attend à ce que son employeur facture des frais de gestion dans le cadre du processus de libération au PNUD en vertu d'un accord de prêt remboursable (RLA), le candidat doit indiquer à ce point, et veiller à ce que tous ces coûts soient dûment intégrés dans la proposition financière soumise au PNUD.

Tous les documents de candidature doivent être soumis à l'adresse (insérer l'adresse postale) dans une enveloppe scellée indiquant la référence suivante « Consultant pour l'évaluation finale de (titre du projet) » ou par e-mail à l'adresse suivante UNIQUEMENT : (insérer l'adresse e-mail) à l'(heure) et date). Les candidatures incomplètes seront exclues de tout examen ultérieur.

Critères d'évaluation de la proposition : Seules les candidatures réactives et conformes seront évaluées. Les offres seront évaluées selon la méthode de notation combinée - où la formation et l'expérience sur des missions similaires seront pondérées à 70% et la proposition de prix pèsera à 30% de la notation totale. Le candidat ayant obtenu la note combinée la plus élevée et ayant également accepté les conditions générales du PNUD se verra attribuer le contrat.

13. GRILLE D'EVALUATION

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques	Note maximum	Consultant				
		A	B	C	D	E
1. Qualification et expérience dans le domaine	50					
2. Plan de travail	10					
3. Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	40					
Total	100					

⁵ L'engagement des évaluateurs doit se faire conformément aux lignes directrices pour l'embauche de consultants dans le POPP <https://popp.unodp.org/SitePages/POPPRoot.aspx>



Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					
1.2	Expérience pertinente en évaluation de la gestion axées sur les résultats / examen de projet au sein du système des Nations Unies	20					
1.3	Expérience professionnelle dans la conduite d'évaluation externe de projet/programme en lien avec l'Environnement et/ou les Changements Climatiques	15					
1.4	Références antérieures pour les travaux similaires	5					
Total		50					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
Total		10					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 3		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TOR							
2.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
2.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15					
2.3	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	5					
2.4	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet ?	10					
Total		40					

14. ANNEXES DU TOR

Annexe A des TdR: Cadre logique / résultats du projet



18

Effet visé tel qu'il est énoncé dans le Cadre programmatique unique du système des nations unies pour l'assistance au développement – Côte d'Ivoire (2021-2025):					
Effet 4 : Gestion durable des ressources naturelles et adaptation au changement climatique					
Indicateurs d'effet tels qu'ils figurent dans le Cadre de ressources et de résultats du Cadre programmatique unique, y inclus la situation de référence et les cibles :					
IP 3.1.1 : Nombre de producteurs désagrégée selon le sexe utilisant nouvellement des intrants et/ou techniques agricoles améliorés dans les zones cibles (R : 0 ; C : 3 000)					
IP 3.1.2 : Nombre d'initiatives favorisant la restauration des écosystèmes, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique (R : 1 ; C : 2)					
IP 3.1.3 : couvert % ou nombre de ha de couverture forestière réhabilitée (R : 2,5 millions ha ; C : +25 000 ha)_					
IP 3.2.1 : % de nouveaux partenariats pour la vulgarisation de technologies propres établis (R : 2% ; C : 5%)					
IP 3.2.2 Proportion de nouveaux ménages/d'entreprises désagrégés selon le sexe du chef de ménage/entreprises utilisant une nouvelle source d'énergies renouvelables dans les zones cibles (R : 2% ménages, 0 entreprises ; C : 3% ménages, 40 entreprises)					
IP 3.2.3: Puissance électrique à base d'énergies renouvelables produites dans les unités industrielles (R : 79,5 MW ; C : 100 MW)					
IP 3.3.1: Nombre de Régions ayant un plan local de réduction des risques de catastrophe					
IP 3.3.2: Disponibilité d'une Base de données à jour sur les risques de catastrophes disponible (R : non disponible ; C: disponible)					
IP 3.3.3: Fréquence d'évaluation des risques de catastrophes (R : 0 ; C : 1 fois par an)					
IP 3.3.4: Nombre de régions disposant de système d'alerte précoce. (R : 0 ; C : 3)					
Produit(s) applicable(s) du Plan stratégique du PNUD :					
1.4 : Mise à échelle d'une action climatique d'adaptation et d'atténuation financée et mise en œuvre dans tous les secteurs.					
Intitulé et numéro Atlas du projet : NDC Support Programme en Côte d'Ivoire - CIV10 00112399					
PRODUITS ESCOMPTEÉS	INDICATEURS DE PRODUIT	SOURCE DES DONNÉES	SITUATION DE RÉFÉRENCE	CIBLES (par fréquence de recueil des données)	MÉTHODES DE RECUEIL DES DONNÉES ET RISQUES Y RELATIFS



19

			Valeur	Année	Année	Année	Année	FINAL	
				2018	1	2	3		
Résultat 1 La mise en œuvre des NDC est renforcée par l'intégration des changements climatiques dans la planification nationale et sectorielle	1.1 Nombre de documents contenant les critères et indicateurs climatiques (global sub-output 2.1)	Document contenant les critères et indicateurs	0	2018	1			1	Passer en revue le document Risque : manque de coopération des ministères sectoriels
	1.2 Nombre de documents de planification qui prennent en compte les critères et indicateurs élaborés (global sub-output 2.1)	Documents de planification	0	2018		5		5	Passer en revue le prochain PMD et les plans stratégiques des secteurs clés de l'atténuation. Risque : Réticence du ministère du Plan et des autres ministères
	1.3 Nombre de secteurs recevant une formation sur l'outil d'intégration des changements climatiques (global sub-output 2.1)	Rapport de formation	0	2018		5		5	Consulter le rapport de formation et la liste de présence des ateliers de formation Risque : pas de risque
Résultat 2 Les capacités techniques des ministères sectoriels et des collectivités	2.1 Nombres de cadres (hommes/femmes) de ministères sectoriels formés sur l'identification et la formulation de projets structurants. (global sub-output 4.1)	Rapport de formation	0	2018	30			30	Consulter le rapport de formation et la liste de présence des ateliers de formation Risque : pas de risque



territoriales sont renforcées sur la mise en œuvre des NDC	2.2 Nombre de cadres (homme/femme) des collectivités territoriales formés sur l'identification et la formulation de projets structurants (global sub-output 4.1)	Rapport de formation	0	2018	50			50	Consulter le rapport de formation et la liste de présence des ateliers de formation Risque : pas de risque
	2.3 Nombre de plans climat territorial développés (global sub-output 2.1)	Plan climat territorial	0	2018		1		1	Consulter le plan climat territorial Risque : la sélection de la collectivité bénéficiaire peut être problématique
	2.4 Nombre de Stratégies Nationale Genre et Changement Climatique élaborées (global sub-output 2.2)	La Stratégie Nationale Genre et Changement Climatique	0	2018	1			1	Consulter la Stratégie Risque : Pas de risque
	2.5 Nombre d'événements de coopération sud-sud auxquels la Côte d'Ivoire participe grâce au projet (global sub-output 6.1)	Compte-rendu de voyages des participants	0	2018	2	2		4	Consulter les comptes rendus de voyages et les programmes des événements Risque : pas de risque



Résultat 3 L'état de mise en œuvre des NDC est évalué afin de relever l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire	3.1 Nombre d'études diagnostiques réalisées sur l'état des lieux de la mise en œuvre des NDC (global sub-output 2.3)	Rapport de l'étude	0	2018	1		1	Consulter le rapport de l'étude Risque : Possible réticence de tous les secteurs à partager leur information.	
	3.2 Nombre de documents de plaidoyer développés pour relever l'ambition des NDC de la Côte d'Ivoire. (global sub-output 2.3)	Document de plaidoyer	0	2018		1		1	Consulter le document de plaidoyer Risque : pas de risque
Résultat 4 Le secteur privé est davantage outillé pour mieux s'impliquer dans la mise en œuvre des NDC	4.1 Nombre d'acteurs du secteur privé (hommes/femmes) dont la capacité a été renforcée (global sub-output 4.1)	Rapport de formation	0	2018	30	30		60	Consulter les rapports de formation ; la liste de distribution des outils créés. Risque : le secteur privé peut ne pas être intéressé si le renforcement de capacité n'aboutit pas à des opportunités de financement
	4.2 Nombre de projets portés par le secteur privé dont la faisabilité technique et financière est évaluée (global sub-output 4.1)	Rapport des évaluations financières et techniques	0	2018		4		4	Consulter les rapports d'évaluation Risque : Sans risque



22

	4.3 Nombre de projets portés par le secteur privé recevant du financement (global sub-output 4.1)	Accord de financement entre l'investisseur et le porteur de projet	0	2018		1		1	Consulter l'accord de financement Risque : l'obtention de financement n'est pas garantie; les négociations avec les investisseurs peuvent s'étendre au-delà de la durée du projet
	4.4 Nombre d'analyses de de-risking complétées pour les énergies renouvelables (global sub-output 4.1)	Rapport de l'analyse	0	2018	1			1	Consulter le rapport d'analyse Risque : la coopération des institutions concernées n'est pas assurée
	4.5 Nombre de système national de Green Bonds mis en place (global sub-output 4.2)	Document de prospectus pour les Green Bonds	0	2018		1		1	Consulter le prospectus pour les green bonds Risque : réticence de la part du gouvernement de contracter plus de dette
	4.6 Nombre d'événements de partage d'expérience sous régionale auxquels le secteur privé ivoirien participe grâce au projet (global sub-output 6.1)	Programme des événements; liste des participants	0	2018	2	2		4	Consulter les documents de voyage des participants sponsorisés par le projet Risque : sans risque
Résultat 5 Les activités autour des NDC sont	5.1 Nombre de stratégies de communication élaborées pour les NDC (global sub-output 6.2)	Document de la stratégie	0	2018	1			1	Consulter le document de stratégie de communication Risque : sans risque



23

communiquées pour une meilleure sensibilisation du public	5.2 Nombre d'événements où les outils de communication sont diffusés (global sub-output 6.2)	Lieux des événements	0	2018	3	3		6	Inspection visuelle des lieux des événements Risque : sans risque
	5.3 Nombre d'outils de connaissance et de partage du savoir développés et diffusés (global sub-output 6.1)	Les outils de connaissance	0	2018	5	7		12	Consulter les outils développés et les plateformes sur lesquelles ils sont diffusés Risque : sans risque



Annexe B : Contenu du rapport d'évaluation finale

Ce chapitre fournit de plus amples détails sur les questions clés à traiter dans le rapport. Ces informations sont fournies comme un outil pour les évaluateurs, ainsi que comme un guide pour les unités de mise en service pour évaluer la qualité et l'exhaustivité des rapports. Tous les rapports doivent couvrir le même contenu requis, doivent être rédigés de manière concise et ciblée et ne doivent pas dépasser 50 pages (sans annexes).

Résumé

Un résumé exécutif concis (maximum 4 pages) doit précéder la section Introduction du rapport et doit inclure :

- Un tableau d'information sur le projet (tableau 7) ;
- Une brève description du projet ;
- Un tableau des cotes d'évaluation rempli (tableau 8) en utilisant les échelles de cotation spécifiées (tableau 9) ;
- Un résumé concis des constatations et des conclusions ;
- Une synthèse des principaux enseignements tirés (puces ; une page maximum) ;
- Un tableau récapitulatif des recommandations. (Tableau 10).

Tableau d'informations sur le projet

Détails du projet		Jalons du projet	
Titre du projet	NDC Support Programme en Côte d'Ivoire	Date d'approbation PIF:	31 décembre 2018
ID du projet PNUD		Date d'approbation du PDG (FSP) / Date d'approbation (MSP):	31 décembre 2018
ID du projet FEM:		Date de signature ProDoc:	31 décembre 2018
Unité commerciale Atlas du PNUD, ID de récompense, ID de projet:	CIV10 00112399	Date d'embauche du gestionnaire de projet:	
Pays / Pays:	Côte d'Ivoire	Date de l'atelier de lancement:	
Région:	Côte d'Ivoire	Date d'achèvement de l'examen à mi-parcours:	[le cas échéant]
Zone focale:	Côte d'Ivoire	Évaluation terminale Date d'achèvement:	31 décembre 2020
Programme opérationnel du FEM ou priorités / objectifs stratégiques:		Date de clôture opérationnelle prévue:	31 décembre 2020
Fonds de placement:			
Partenaire d'exécution	MINEDD/PNCC		
Implication des ONG / OBC:	Programme National Changement Climatique du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable		
Implication du secteur privé:	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CICC-CI), (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire - Patronat ivoirien (CGECI)		
Coordonnées géospatiales des sites du projet:	Programme National Changement Climatique du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, Côte d'Ivoire		



Tableau d'informations sur les finances

L'information financière		
PDF / PPG	À l'approbation (M \$ US)	à l'achèvement du PDF / PPG (M \$ US)
Subventions FEM PDF / PPG pour la préparation de projets		
Cofinancement pour la préparation de projets		
Projet	chez CEO Endorsement (US \$ M)	à TE (M \$ US)
[1] Contribution du PNUD:		
[2] Gouvernement:		
[3] Autres multi- / bi-latéraux:		
[4] Secteur privé:		
[5] ONG:		
[6] Co-financement total [1 + 2 + 3 + 4 + 5]:		
[7] Financement total du FEM:		
[8] Financement total du projet [6 + 7]		

Tableau des notes d'évaluation

1. Suivi et évaluation (MOE)	Notation
Conception de S&E à l'entrée	
Mise en œuvre du plan de S&E	
Qualité globale du S&E	
2. Mise en œuvre de l'agence d'exécution (AI) et exécution de l'agence d'exécution (AE)	Notation
Qualité de la mise en œuvre et du contrôle du PNUD	
Qualité de l'exécution des partenaires de mise en œuvre	
Qualité globale de la mise en œuvre / exécution	
3. Évaluation de Résultats	Notation
Pertinence	
Efficacité	
Efficacité	
Évaluation globale des résultats du projet	
4. Durabilité	Notation
Durabilité financière	
Durabilité sociopolitique	
Cadre institutionnel et durabilité de la gouvernance	
La durabilité environnementale	
Probabilité globale de durabilité	

Le tableau des notes d'évaluation regroupe les notes individuelles entreprises dans un certain nombre de domaines du rapport principal, comme détaillé dans la « section 4. Constatations » du rapport de. Les échelles de notation utilisées dans un rapport sont décrites dans le tableau 9.

Tableau des échelles de notation de l'évaluation finale du projet



Notations pour les résultats, l'efficacité, l'efficience, MOI, Mise en œuvre / surveillance, exécution, pertinence	Cotes de durabilité:
<p>6 = très satisfaisant (HS): dépasse les attentes et / ou pas de lacunes</p> <p>5 = Satisfaisant (S): répond aux attentes et / ou aucune ou des lacunes mineures</p> <p>4 = Moyennement satisfaisant (MS): répond plus ou moins aux attentes et / ou à certaines lacunes</p> <p>3 = moyennement insatisfaisant (MU): quelque peu en deçà des attentes et / ou des lacunes importantes</p> <p>2 = insatisfaisant (U): nettement en deçà des attentes et / ou des lacunes majeures</p> <p>1 = très insatisfaisant (HU): lacunes graves</p> <p>Impossible d'évaluer (U / A): les informations disponibles ne permettent pas une évaluation</p>	<p>4 = Probable (L): risques négligeables pour la durabilité</p> <p>3 = Modérément Likely (ML): modérément des risques à la durabilité</p> <p>2 = moyennement improbable (MU): risques importants pour la durabilité</p> <p>1 = improbable (U): risques graves pour la durabilité</p> <p>Incapable d'évaluer (U / A): Incapable d'évaluer l'incidence prévue et l'ampleur des risques pour la durabilité</p>

Tableau des recommandations

Rec #	Recommandation TE	Entité responsable	Plage de temps
UNE	Catégorie 1:		
A.1	Recommandation clé:		
A.2			
A.3			
B	Catégorie 2:		
B.1	Recommandation clé:		
B.2			
B.3			
C	Catégorie 3:		
C.1	Recommandation clé:		
C.2			
C.3			
D	Catégorie 4:		
D.1	Recommandation clé:		
D.2			
D.3			
E	Catégorie 5:		
E.1	Recommandation clé:		
E.2			

7.2. Annexe 2 : Guide d'entretien

EQUIPE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET

1. Formulation du projet

- ✓ La formulation du projet a-t-elle été satisfaisante ?
- ✓ Le projet est-il en conformité avec les politiques nationales en matière de gestion durable de l'environnement ?

2. Mise en œuvre

Donner les éléments majeurs ayant caractérisé l'environnement de mise en œuvre du projet :

- ✓ Les opportunités qui étaient présentes dont le projet a capitalisé ou pas ?
- ✓ Les contraintes qui auraient entravé l'atteinte de certains résultats ou la mise en œuvre globale du projet ?
- ✓ Les événements majeurs ayant marqué le cours du projet avec les dates et leurs effets potentiels sur les résultats obtenus ?

Quelle est la pertinence du contenu opérationnel du projet ?

- Par rapport aux besoins du Ministère en charge de l'environnement et du développement durable et des autres institutions ;
- Par rapport aux autres bénéficiaires ;
- Par rapport à l'approche nationale en ce qui concerne la lutte contre la dégradation des ressources naturelles ?

3. Cohérence du projet

- ✓ Cohérence interne : est-ce que le projet tel qu'articulé était dans son montage en mesure de produire les effets escomptés (les citer) ?
- ✓ Cohérence externe : est-ce que le positionnement du projet était en adéquation, en alignement, en synergie ou en conflit avec les autres stratégies et programmes en liens avec la dégradation des ressources naturelles ? et avec les autres priorités du Ministère en charge de l'environnement et du développement durable ?
- ✓ Cohérence du projet avec les plans, politiques ou stratégies nationaux/sectoriels ?

4. Pertinence du projet

Dans quelle mesure le projet a été pertinent par rapport :

- Aux besoins et priorités des parties prenantes ?
- Aux objectifs de développement de la Côte d'Ivoire et à la vision de développement du PNUD et/ou du FEM ?

5. Efficacité

- Quels sont les principaux produits que vous avez obtenus avec le projet ?
- Quelle est votre appréciation en termes de qualité et d'utilité de ces produits ?
- Quelles en sont les utilisations faites à ce jour de ces produits ?
 - A quel % estimez-vous que les résultats escomptés du projet ont été atteints ?

6. Efficience

- 1) Dans quelle mesure les ressources financières et humaines mises en œuvre ont-elles été en adéquation avec les résultats et objectifs attendus du projet ?
- 2) Les moyens prévus par le projet ont-ils été disponibles pour réaliser les activités dans les délais prévus ?

3) La mise en œuvre du projet a-t-elle permis d'atteindre les objectifs fixés à des coûts raisonnables et sans gaspillage ?

7. Effets/impacts

- ✓ Quels sont les changements induits attribuables directement ou indirectement au projet ?
- ✓ Quelles stratégies ont-elles été développées, sont en cours ou envisagées pour pérenniser les acquis du projet ?

Organisation et gestion (Quelle est votre appréciation de) :

- Structure & Personnel de l'intervention ?
- Gestion financière ?
- Gestion du matériel ?
- Suivi & Evaluation ?
- Documentation & Rapportage ?

Acteurs et leurs rôles

- Quelle est votre appréciation :
 - du montage institutionnel ?
 - de l'implication des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet ?
 - du positionnement du projet au sein de votre administration ?
- Est-ce que l'ensemble des acteurs institutionnels du projet ont pleinement joué leur rôle ? PNUD, Ministère en charge de l'environnement et du développement durable, PNCC, autres institutions ?

8. Résultats

- Quelle est la contribution à ce stade de la mise en œuvre du projet à l'atteinte des résultats attendus ? Et de l'objectif ? (Efficacité et impacts)
- Quelle est la probabilité de durabilité, de réplication et de vulgarisation des résultats après la mise en œuvre du projet ? (Durabilité) ?
- Quels sont les points forts et points faibles du projet ?
- Quelles sont les leçons et perspectives pour la suite ?

ORGANISMES PARTENAIRES

1. Quel est le rôle de votre organisation dans la mise en œuvre du projet et les principaux résultats atteints
2. Comment appréciez-vous l'utilisation des produits générés avec votre appui par les bénéficiaires ?
3. Quelle est votre appréciation globale de la manière dont le projet s'est mis en œuvre (Implication et coordination des institutions parties prenantes, approche d'intervention, qualité globale des produits livrés et de leur durabilité ?
4. Quelle est votre appréciation du niveau d'appropriation des produits générés par le projet par les bénéficiaires ?
5. Citer des points forts et des points faibles de ce projet ?
6. Quelles sont les leçons apprises ?
7. Quelles sont les perspectives ?

INSTITUTIONS BENEFICIAIRES

1. A quel moment avez-vous été contacté au sujet du projet ?
2. Quel rôle y avez-vous joué ?

3. Quel a été l'apport du projet au niveau de votre institution ?
4. Quelle est votre appréciation de cet apport du projet en terme qualitatif et quantitatif ?
5. Quelle est la pertinence de cet apport en lien avec les priorités de votre institution en matière de lutte contre la dégradation des ressources naturelles ?
6. Quelle est votre appréciation globale de la manière dont le projet s'est mis en œuvre (Implication et coordination des institutions parties prenantes, approche d'intervention, qualité globale des produits livrés et de leur durabilité) ?
7. Citer des points forts et des points faibles de ce projet ?
8. Quelles sont les perspectives ?

7.3. Annexe 3 : Liste des individus consultés

Zakma Aïello Frédéric

Point Focal NDC Partnership

07 07 13 79 84



Rachel BOTI-DOUAYOUA

Coordonnateur MDP

Point Focal de l'Article 6 de l'Accord de Paris

07 49 38 16 91

Rachel



Parfait Kouadio

- Président COTIL
et D.A.T. Projets, climats
MINEED

- Directeur de Cabinet

07 85 43 88



Parfait Kouadio

AKOUSSI Kouassi Jacob
Conseiller Technique Europe (MMPE)
Email: akoussijacob@yahoo.fr
Tel: 0749 88 75 51


Akoussi

KOUAME KANGA Daniel
Mbre Cabinet du MMPE
Rt focal Environnement
mail: kangandommar@yahoo.fr
0708949232



SOW Massire'
Sous Directeur Etudes hydrologiques
Ministère Hydraulique Assainissement
et Salubrité
Point Focal
0707 05 58 10
sow.mass@yahoofr



EHUI TIEMELE RAPHAEL,
chargé d'Etudes,
INSPECTEUR D'EDUCATION,
Responsable Genre et changements climatiques
A l'Observatoire National de l'Equité et du Genre (ONEG)
Cel: 0707702825 (whatsapp) 0101475697 / 0556119096
e-mail: ehuit.raphael@gmail.com

Dr LOUKOU Kouan Benjamin
Enseignant - Chercheur, UFHB.
Sous-directeur du Suivi et de l'Évaluation
du Ministère du Plan et du Développement
mail: loukou_benjamin@yahoo.fr
cel - 07 08 01 96 82



M. KPALOU Jean-Yves
Conseiller Technique, PSENEF
mail: jkpalou@gmail.com
Cel: 07 77 53 84 23

14/05/2022



KOFFI ANNA MARLEYNE
PT Focal National Genre et Changement
Climatique.

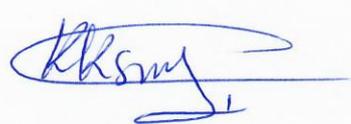
marleyne2013@gmail.com
07-07-45-21-51



Mohamed SANOGO
Coordonnateur PNCC
msanogo24@gmail.com
07.08.80.81.46



N'Di Franck Antou
Expert Rubi Evaluation PNU D/PACC
0749675201


Kouakou Kouassi Salomon
Coordonnateur Délégué Composante 3 NDC-SP
0709591980


LIADÉ Dissahonon Marie Sylvie
Coordonnatrice Déléguée NDC-SP Composante 2
0757393515.

TOURE LIM MOCTAR
Coordonnateur Délégué NDC-SP Composante 5

0595384360

Aka Seftime
Conseiller Technique DGDH / Ministère de l'Intérieur
et de la Sécurité
mails: akaseftime@yahoo.fr
akaseftime@gmail.com
cell: +225 0757910136

CALA

Abdoulaye Touré
Directeur Général d'Administration
Région du Bélier
Email: saintourey@chro.fr
cel: +225 0506979597

